

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1451

20 mai 2016

SOMMAIRE

Adveq Europe Luxembourg IV S.à r.l.	69608	Sara Assur S.A.	69604
Ai Mediq S.A.	69608	SBM Stones S.à r.l.	69605
Airways Aviation S.à r.l.	69608	Scoville S.à r.l.	69602
Alford Luxembourg S.à r.l.	69610	SIDELconsult	69602
ARS Major S.A.	69608	Signode Lux Finco 1 S.à.r.l.	69605
Athena Asset 4 S.à r.l.	69609	Signode Packaging Systems S.à.r.l.	69605
Athena Asset 5 S.à r.l.	69609	Sofrahme International Company S.A.	69602
BM Place d'Armes S.A.	69607	Sonelec S.à r.l.	69605
Diaverum S.à r.l.	69611	Sopar System S.A.	69603
International Resorts Management S.à r.l. ...	69611	Springbok Luxco Limited	69605
Investor Services House S.A.	69612	Starmatic S.A.	69603
Isis Shipping S.A.	69612	Station de Service Schengen S.A.	69606
Kabros S.A.	69612	Tir Europe Forestry Fund	69604
Kaerjenger Karneval Gesellschaft	69646	Tir Europe Global Forestry Fund	69604
Maps WB Platz West	69643	Torgan Corp S.à r.l.	69604
Movilux S.A.	69645	Transglobal Properties Limited S.A.	69603
MRE-Silverstone-B S.à r.l.	69648	Trident Participations S.A.	69610
ORESC 12 S.à r.l.	69628	Vector Investments B S.à.r.l.	69607
Pegaso Transportation Investments S.C.A. ...	69635	Venini Holdings S.A.	69607
PI Investments S.A., SPF	69613	VLS S.à r.l.	69606
Richmond Invest GMBH	69602	Wine We Like S.à r.l.	69604
Sagasta Corporate Finance S.à r.l.	69613	ZB Investment Luxembourg S.à r.l.	69610
Sahara First Holding S.A.	69606		

SIDELconsult, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8210 Mamer, 90, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 178.145.

Il résulte du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société tenue le 24 novembre 2014:

01 L'intégralité du capital social est représentée.

02 L'Assemblée Générale acte la cession de l'intégralité des parts sociales (100) de la société SIDELCONSULT S.A.R.L. de Monsieur Jean-François SIMON à Monsieur Pierre SIMON domicilié à B-4053 CHAUDFONTAINE, Au Long Pré n°34.

Fait à Mamer, le 24 novembre 2014.

Pour la société SIDELCONSULT S.A.R.L.

Pierre SIMON

Actionnaire entrant

Référence de publication: 2016076130/17.

(160040891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Sofrahme International Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1521 Luxembourg, 134, rue Adolphe Fischer.

R.C.S. Luxembourg B 92.195.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

Par jugement n° 200/16 rendu le 25 février 2016, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes, pour absence d'actif, les opérations de liquidation de la société anonyme SOFRAHME INTERNATIONAL COMPANY SA, avec siège social à L-1521 Luxembourg, 134, rue Adolphe FISCHER, de fait inconnue à cette adresse.

Pour extrait conforme

Maître Thibault CHEVRIER

Le liquidateur

Référence de publication: 2016076138/16.

(160040765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Richmond Invest GMBH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 195.184.

1. Die Gesellschafterin FLANDRIN PARTNERS LTD hat Ihren Sitz nach 73 Cornhill, EC3V 3QX London (UK) verlegt.

2. Mit Wirkung vom 04. März 2016 hat die Gesellschafterin FLANDRIN PARTNERS LTD 2.500 Klasse-A-Anteile der Gesellschaft erworben.

Référence de publication: 2016076103/11.

(160040593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Scoville S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7793 Bissen, 4A, rue Jean Engel.

R.C.S. Luxembourg B 189.723.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 7 mars 2016.

Référence de publication: 2016076124/10.

(160040726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Sopar System S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1521 Luxembourg, 134, rue Adolphe Fischer.
R.C.S. Luxembourg B 110.511.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

Par jugement n° 201/16 rendu le 25 février 2016, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes, pour absence d'actif, les opérations de liquidation de la société anonyme SOPAR SYSTEM SA, avec siège social à L-1521 Luxembourg, 134, rue Adolphe FISCHER, de fait inconnue à cette adresse.

Pour extrait conforme
Maître Thibault CHEVRIER
Le liquidateur

Référence de publication: 2016076140/16.

(160040764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Starmatic S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 150.000,00.**

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 161.199.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Conformément à l'article 151 de la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés, telle que modifiée, l'associé unique de la Société, après avoir entendu le rapport du commissaire à la liquidation, a décidé de:

- Prononcer la clôture de la liquidation et de constater que la Société a définitivement cessé d'exister au Décembre 29, 2015 et

- Faire conserver les livres et les documents sociaux de la Société pour une durée de cinq (5) ans au 4, rue Dicks L-1417 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016076141/16.

(160041081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Transglobal Properties Limited S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 150.083.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 4 mars 2016

1/ La société est redomiciliée au 2, avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg.

2/ Sont nommés administrateurs, leur mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2016:

- Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

- Claude SCHMITZ, conseiller fiscal, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Est nommée commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2016:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mars 2016.

Référence de publication: 2016076162/22.

(160040770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Tir Europe Forestry Fund, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé,

(anc. Tir Europe Global Forestry Fund).

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 161.519.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mars 2016.

Référence de publication: 2016076157/11.

(160040414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Torgan Corp S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3544 Dudelange, 21, rue Jean Wolter.

R.C.S. Luxembourg B 169.709.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange.

Carlo GOEDERT

Notaire

Référence de publication: 2016076160/12.

(160040526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Wine We Like S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 23, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 146.856.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 3 mars 2016, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société à responsabilité limitée Wine We Like S.à.r.l., avec siège social à L-2340 Luxembourg, 23, rue Philippe II, de fait inconnue à cette adresse.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Thierry Schiltz, juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, et liquidateur Maître Nicolas Bernardy, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 24 mars 2016 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme

Me Nicolas Bernardy

Le liquidateur

Référence de publication: 2016076193/19.

(160040352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Sara Assur S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 56.412.

Par la présente, nous vous informons que nous dénonçons le siège social 1, rue du Maréchal Foch, L-1527 Luxembourg de votre société avec effet immédiat.

Luxembourg, le 25 février 2016.

Fibetrust S.à.r.l.

Jean Beissel

Associé-Gérant

Référence de publication: 2016076120/12.

(160040076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

**Signode Packaging Systems S.à.r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Signode Lux Finco 1 S.à.r.l.).**

Siège social: L-8010 Strassen, 148, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 186.369.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, le 11 décembre 2015.

Pour statuts coordonnés
Maître Jacques KESSELER
Notaire

Référence de publication: 2016076109/13.

(160041175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Sonelec S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8069 Bertrange, 19, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 196.136.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 mars 2016.

Pour copie conforme
Pour la société
Maître Carlo WERSANDT
Notaire

Référence de publication: 2016076114/14.

(160040938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Springbok Luxco Limited, Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 118.323.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 17 février 2016

Le mandat de FIDEWA-CLAR S.A. comme réviseur d'entreprises agréé se termine avec effet immédiat.
Est nommé réviseur d'entreprises agréé pour une durée indéterminée:

ARTEMIS AUDIT & ADVISORY, société anonyme, R.C.S. Luxembourg B 166 716, 25A, boulevard Royal, L-2449
Luxembourg.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 4 mars 2016.

Référence de publication: 2016076116/14.

(160040826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

SBM Stones S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 177.118.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 14 décembre 2015.

Pour statuts coordonnés
Maître Jacques KESSELER
Notaire

Référence de publication: 2016076122/13.

(160041173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Sahara First Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1521 Luxembourg, 134, rue Adolphe Fischer.
R.C.S. Luxembourg B 107.245.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

Par jugement n° 198/16 rendu le 25 février 2016, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes, pour absence d'actif, les opérations de liquidation de la société anonyme SAHARA FIRST HOLDING SA, avec siège social à L-1521 Luxembourg, 134, rue Adolphe FISCHER, de fait inconnue à cette adresse.

Pour extrait conforme
Maître Thibault CHEVRIER
Le liquidateur

Référence de publication: 2016076119/16.

(160040767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Station de Service Schengen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5445 Schengen, 100, route du Vin.
R.C.S. Luxembourg B 98.440.

EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale tenu extraordinairement le 25 novembre 2015 que les administrateurs actuels suivants sont reconduit dans leur fonction jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2021:

- Monsieur Gilbert Ruppert, maître mécanicien, demeurant au 7, beim Dreieck, L-9147 Erpeldange-Ettelbruck.
- Madame Rita Ruppert, employée privée, demeurant au 8, rue de la Syre, L-5377 Übersyren.
- Monsieur Henri Emile Ruppert, viticulteur, demeurant au 1, Markusbiert, L-5445 Schengen.
- Madame Gaby Ruppert, employée privée, demeurant au 3, rue de la Gare, L-5690 Ellange/Gare.

Le mandat de l'administrateur-délégué actuellement en fonction, à savoir, Monsieur Gilbert RUPPERT précité, est également reconduit jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2021.

Le mandat de commissaire aux comptes actuels est reconduit; Fiduciaire Scherer S.à r.l. avec siège social à L-7257 Helmsange, 1-3, Millewee, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2021.

Schengen, le 04 mars 2016.

Référence de publication: 2016076142/19.

(160040509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

VLS S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7241 Bereldange, 142, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 202.727.

RECTIFICATIF

Le soussigné Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, déclare et constate que lors de la signature de l'acte de constitution de la société tenue par-devant le notaire soussigné, en date du 22 décembre 2015 de la société «VLS S.à r.l.» (ci-après, la «Société»), ayant son siège social sis à L-7241 Bereldange, 142, route de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 202.727, une erreur s'est glissée dans le nom du gérant unique et il y a lieu de remplacer Monsieur Henry MIDDEL par Monsieur Henri MIDDEL.

Le prédit acte du 22 décembre 2015 a été déposé auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 04 janvier 2016, référence L150240846, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 03 mars 2016. Relation GAC/2016/1663. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Nathalie DIEDERICH.

Junglinster, le 4 mars 2016.

Référence de publication: 2016076186/19.

(160040508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Venini Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 154.579.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 11 décembre 2015.

Pour statuts coordonnés
Maître Jacques KESSELER
Notaire

Référence de publication: 2016076178/13.

(160041031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Vector Investments B S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 212.500,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 102.861.

EXTRAIT

Le 19 février 2016, l'associé unique a pris la résolution suivante:

- Acceptation de la démission de Mme Viravynne Chhim gérant, avec effet immédiat.

et nomme:

- Mme Hilela PAGANO, gérante, né le 26 mars 1981 en Israël, domiciliée au 15 Chelsea Ct., Hillsdale, New Jersey 07642, U.S.A.

A dater de ce jour, le conseil de gérance se compose comme suit:

- Mme Hilela PAGANO, gérante
- Halsey Sàrl, gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016076177/18.

(160040963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

BM Place d'Armes S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 5, place d'Armes.
R.C.S. Luxembourg B 95.042.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 07 mars 2016.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme BM Place d'Armes S.A.", (ci-après la "Société"), ayant son siège social à L-1136 Luxembourg, 5, place d'Armes, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 95.042, a pris la résolution suivante:

Résolution

L'assemblée:

A.- constate que le mandat des administrateur unique et du commissaire aux comptes, sont échus, les confirme depuis leur échéance jusqu'à ce jour, ratifie leurs décisions et renouvelle les mandats suivants pour une durée prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2016, savoir en qualité:

a. - d'Administrateur unique:

Madame Malou MOLITOR, employée, née à Luxembourg, le 22 mars 1961, demeurant actuellement à L-6430 Echternach, 29, route de Diekirch, et

b. - de Commissaire aux comptes:

G.T. Experts Comptables S.à r.l., société à responsabilité limitée, avec siège social à, L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 121917.

M.MOLITOR / M.MAYER.

Référence de publication: 2016076325/23.

(160041228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Ai Mediq S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 155.029.

La nouvelle adresse de Monsieur Alexey Platonenko, administrateur, président du conseil d'administration et administrateur-délégué, est sise à L-2145 Luxembourg, 121A, rue Cyprien Merjai.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mars 2016.

G.T. Experts Comptables S.à.r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2016076218/13.

(160041522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Adveq Europe Luxembourg IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 17.000,00.

Siège social: L-1748 Luxembourg-Findel, 7, rue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 203.038.

Extrait des décisions des associés prises au Luxembourg le 29 Février 2016

1. Les associés ont décidé de nommer Madame Maria Prieto, née le 13 novembre 1984 à Richterswill, Suisse, ayant son adresse résidentielle au 14, Seestrasse, 8802 Kilchberg, Suisse, en qualité de gérant de classe A de la société avec effet au 29 février 2016;

2. Les associés ont décidé de nommer Monsieur Alan Ross, né le 25 octobre 1972 à Stirling, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle au 11-15 Seaton Place, St Helier, JE4 OQH, Jersey, en qualité de gérant de classe B de la société avec effet au 29 février 2016;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Adveq Europe Luxembourg IV S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016076216/19.

(160042035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Airways Aviation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 6, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 189.484.

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la société en date du 19 janvier 2016 que les mandats de Commissaire aux comptes de Messieurs Leon Zbigniew Klich, Romy Hawatt, Theodore Joseph Kabbout et Georges Jegen ont été renouvelés jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'année 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 8 mars 2016.

Référence de publication: 2016076220/13.

(160041411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

ARS Major S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.
R.C.S. Luxembourg B 191.136.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016076268/9.

(160041453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Athena Asset 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 11.000,00.**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 181.128.

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire des associés, tenue en date du 29 février 2016 que:

- la démission de Monsieur Richard Spencer, Monsieur Jeff Manno et Madame Yvanna Essomba en tant que gérants de la Société est acceptée avec effet au 29 février 2016;

- Alexis de Montpellier d'Annevoie, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, est nommé gérant de la Société avec effet au 29 février 2016 et ce pour une durée indéterminée;

- Eloise N'Takpé, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, est nommé gérant de la Société avec effet au 29 février 2016 et ce pour une durée indéterminée;

- Stephen Leung, ayant son adresse professionnelle au 15 Finsbury Circus, 6^{ème} étage, EC2M 7EB Londres, Royaume-Uni, est nommé gérant de la Société avec effet au 29 février 2016 et ce pour une durée indéterminée;

- Iliya Blazic, ayant son adresse professionnelle au 15 Finsbury Circus, 6^{ème} étage, EC2M 7EB Londres, Royaume-Uni, est nommé gérant de la Société avec effet au 29 février 2016 et ce pour une durée indéterminée.

Le Conseil de Gérance sera, à partir du 29 février 2016, composé comme suit:

- GS Lux Management Services S.à r.l. Gérant
- Marielle STIJGER, Gérant
- Alexis DE MONTPELLIER D'ANNEVOIE, Gérant
- Eloise N'TAKPE, Gérant
- Stephen LEUNG, Gérant
- Iliya BLAZIC, Gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016076241/27.

(160041146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Athena Asset 5 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 11.000,00.**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 181.129.

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire des associés, tenue en date du 29 février 2016 que:

- la démission de Monsieur Richard Spencer, Monsieur Jeff Manno et Madame Yvanna Essomba en tant que gérants de la Société est acceptée avec effet au 29 février 2016;

- Alexis de Montpellier d'Annevoie, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, est nommé gérant de la Société avec effet au 29 février 2016 et ce pour une durée indéterminée;

- Eloïse N'takpé, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, est nommé gérant de la Société avec effet au 29 février 2016 et ce pour une durée indéterminée;

- Stephen Leung, ayant son adresse professionnelle au 15 Finsbury Circus, 6^{ème} étage, EC2M 7EB Londres, Royaume-Uni, est nommé gérant de la Société avec effet au 29 février 2016 et ce pour une durée indéterminée;

- Iliya Blazic, ayant son adresse professionnelle au 15 Finsbury Circus, 6^{ème} étage, EC2M 7EB Londres, Royaume-Uni, est nommé gérant de la Société avec effet au 29 février 2016 et ce pour une durée indéterminée.

Le Conseil de Gérance sera, à partir du 29 février 2016, composé comme suit:

- GS Lux Management Services S.à r.l., Gérant
- Marielle STIJGER, Gérant
- Alexis DE MONTPELLIER D'ANNEVOIE, Gérant
- Eloise N'TAKPE, Gérant
- Stephen LEUNG, Gérant
- Iliya BLAZIC, Gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016076242/27.

(160041211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

Alford Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1342 Luxembourg, 30, rue de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 149.488.

En date du 30 Décembre 2015, les Associés de la société ont pris les décisions suivantes:

- La démission de M. Philippe CHAN est acceptée avec effet immédiat.

- M. Michel COLACI, résidant au 17 rue du Rocher; F-57390 Audun-le-Tiche (France) est nommé nouveau gérant de la société avec effet immédiat, pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Walferdange.

Un mandataire

Référence de publication: 2016076223/15.

(160041416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.

ZB Investment Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 201.115.

Suivant le contrat d'apports daté du 4 décembre 2015

- *Nouvel actionnaire:*

Zimmer Europe Holdings B.V., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à Toermalijnring 600, 3316 LC Dordrecht - Pays-Bas, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés des Pays-Bas sous le numéro 63281465, avec date d'effet au 4 décembre 2015.

- *Ancien Actionnaire:*

Zimmer Luxembourg II S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B101255.

Luxembourg, le 4 mars 2016.

Pour avis sincère et conforme

Pour ZB Investment Luxembourg S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2016076201/19.

(160040794) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Trident Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 7, rue Guillaume J. Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 149.283.

Extrait des délibérations de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires en date du 4 mars 2016 à Luxembourg ville

L'Assemblée décide:

1. D'accepter la démission de DATA GRAPHIC S.A. de ses fonctions de Commissaire aux comptes.

2. De nommer à la fonction de Commissaire aux comptes de la Société, Monsieur Nicolas GODFREY, né à Courtrai (Belgique) le 27/01/1984 et résidant au 4C Fleeschgaass, 6665 Herborn (Luxembourg) jusqu'à l'Assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en l'année 2020.

3. De modifier les adresses des administrateurs auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg comme suit:

Alain NOULLET: 7, rue Guillaume J. Kroll L-1882 Luxembourg

Clive GODFREY: 8, rue Heinrich Heine L-1720 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2016076163/20.

(160040486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

International Resorts Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 188.193.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte d'un acte de clôture de liquidation établi sous seing privé, en date du 31 Décembre 2015, enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 29 janvier 2016, 2LAC/2016/2902, aux droits de cinquante euros (50.- EUR), que la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination de International Resorts Management S.à r.l. (en liquidation), inscrite auprès du R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 188.193, ayant son siège social au 51, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, constitué suivant acte reçu par acte notarié passé par-devant Me Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 19 juin 2014, publié au Mémorial C N° 2337 du 2 septembre 2014.

La société a été mise en liquidation suivant acte reçu par Me Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 13 Octobre 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 128 du 18 Janvier 2016.

L'assemblée générale adopte le rapport du commissaire à la liquidation.

L'assemblée générale adopte les comptes de liquidation et donne décharge pleine et entière au liquidateur, la société à responsabilité limitée MAYFAIR TRUST S.à r.l., ayant son siège social au 2, Millewee, L-7257 Walferdange, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 112.769 et au commissaire à la liquidation, la société à responsabilité limitée Mayfair Audit S.à r.l., ayant son siège social au 2, Millewee, L-7257 Walferdange, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 189.753, pour l'accomplissement de leur fonction concernant la liquidation de la société.

L'assemblée générale donne décharge pleine et entière aux gérants de la société pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

Par conséquent la liquidation de la société a été clôturée et la société est dissoute.

Les livres et documents de la société seront déposés et conservés pour une période de cinq années au siège social de la Société au 51, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Un mandataire

Référence de publication: 2016077243/33.

(160043181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Diaverum S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 43.000.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 129.921.

—
Extrait des résolutions des associés de la Société en date du 4 mars 2016

- Les associés ont accepté la démission de Mr. Robert Patrick Moores, né le 6 août 1962 à Swinton, Royaume-Uni, de son poste de gérant de classe A de la Société, avec effet immédiat.

- Les associés ont nommé avec effet immédiat M. Martin Dunn, né le 25 mars 1971, à Baile Atha Cliath/Dublin, Irlande, ayant son adresse professionnelle au 95 Wigmore Street, W1U 1FB, Londres, Royaume-Uni, en tant que gérant de classe A de la Société pour une durée indéterminée;

Par conséquent, les gérants de la Société au 4 mars 2016 sont les suivants:

- Jana Oleksy, gérante de classe A;
- Daphné Charbonnet, gérante de classe B;
- Davy Beaucé, gérant de classe B; et
- Martin Dunn, gérant de classe A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mars 2016.

Référence de publication: 2016077111/21.

(160042579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

Kabros S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4485 Soleuvre, 53, rue de Sanem.
R.C.S. Luxembourg B 143.892.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue à Soleuvre le 08 septembre 2015.

L'assemblée a décidé de prolonger le mandat de Monsieur Hubert KIGGEN en tant qu'administrateur et en tant qu'administrateur délégué pour une durée de six ans

L'assemblée a décidé de prolonger le mandat de FIDUCIAL EXPERTISE S.A. en tant que commissaire aux comptes pour une durée de six ans.

Administrateur délégué:

Monsieur Hubert KIGGEN
Adresse professionnelle 53, rue de Sanem L-4485 Soleuvre

Commissaire aux comptes:

Fiducial Expertise S.A.
1-7, rue Nina et Julien Lefèvre L-1952 Luxembourg

Soleuvre, le 08 septembre 2015.

Pour la société

Référence de publication: 2016075951/20.

(160040867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Isis Shipping S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 20, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 105.877.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Annuelle, qui s'est tenue en date du 21 décembre 2015, l'Assemblée a pris, entre autres, les résolutions suivantes:

1. L'Assemblée a décidé de reconduire avec effet immédiat le mandat des administrateurs, à savoir Monsieur Christian LARPIN demeurant professionnellement au n° 1 Carrefour de Rive, CH-1211 Genève, Luxembourg Marine Services S.A., avec siège social au 20, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg et Monsieur Gustavo STRASSENER, demeurant professionnellement au 20, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg. Leur mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle, qui se tiendra en 2017.

2. L'Assemblée a reconduit le mandat de l'administrateur-délégué, à savoir Luxembourg Marine Services S.A. avec siège social au 20, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle, qui se tiendra en 2017.

3. Le mandat du commissaire aux comptes, à savoir la société FINORTRUST S.A. sise à 1 Carrefour de Rive, CH-1211 Genève, registre du commerce de Genève, N° CH-660-0014958-8, a été reconduit jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle, qui se tiendra en 2017.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2016075930/21.

(160040944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

NISH, Investor Services House S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 113.578.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, le 11 décembre 2015.

Pour statuts coordonnés
Maître Jacques KESSELER

Notaire

Référence de publication: 2016075925/13.

(160041174) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Sagasta Corporate Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 179.469.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique du 8 Mars 2016

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- D'accepter la démission de Tom Larkin de son mandat de gérant A de la Société avec effet au 22 Janvier 2016.
- De nommer Stephen Atkins, né le 5 Juillet 1965 à Brooklyn, demeurant professionnellement au 399 Park Avenue, New York 10022 en tant que gérant A de la Société avec effet au 22 Janvier 2016 et ce pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme
Sagasta Corporate Finance S.à r.l.
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2016077455/18.

(160042555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

PI Investments S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 4, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 204.360.

—
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the fifteenth of February.

Before Us Me Henri HELLINCKX, notary residing at Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

THERE APPEARED:

The private limited liability company "EZD S.à r.l.", established and having its registered office in L-1466 Luxembourg, 4, rue Jean Engling, inscribed in the Trade and Companies' Register of Luxembourg, section B, under the number 167127, here duly represented by its sole manager Mrs. Maria TKACHENKO, born VERKHOVSKAYA in Moscow (Russia), on May 3, 1974 chartered accountant, residing professionally in L-1466 Luxembourg, 4, rue Jean Engling.

Such appearing party, represented as said before, has requested the officiating notary to document the deed of incorporation of a public limited company ("société anonyme") which it deems to incorporate herewith and the articles of association of which are established as follows:

A. Name - Duration - Purpose - Registered office

Art. 1. Name. There hereby exists among the current owner of the shares and/or anyone who may be a shareholder in the future, a company in the form of a Société anonyme, qualified as family wealth management company in the sense of the law of May 11th, 2007 concerning the creation of a family wealth management company ("SPF") under the name of "PI Investments S.A., SPF" (the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration. It may be dissolved at any time and without cause by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 3. Purpose. The purpose of the Company is the acquisition, the holding, the management and the achievement of financial assets with the exception of any commercial activity. By financial assets it is advisable to understand:

(i) - financial instruments in the meaning of the law of 5th August, 2005 on contracts of financial guarantee, i.e. any transferable securities and other securities, especially including shares and other securities comparable to shares, shares in companies and undertakings for collective investment, bonds and other debt securities, warehouse warrants, receipts and commercial papers;

- securities conferring the right to acquire shares, bonds or other securities by subscription, by purchase or by exchange;
- forward financial instruments and securities giving place to a settlement in cash (with the exception of currencies), including the instruments of the money market;
- all other securities representative of rights of property, debt or transferable securities;
- all instruments relative to financial underlying, to indications, to raw materials, to precious substances, to foodstuffs, metals or goods, to others possessions or risks;

- debts relating to the various items listed here above or rights on or relative to these various elements, be these financial instruments materialized or dematerialized, tradable by registration on account or tradition, bearer or registered, endorsable or non-endorsable and whatever the law applicable to them; and

(ii) cash and assets of whatever nature held in account.

The securities issued by the Company may not be offered to the public, or be listed on any stock exchange market.

The Company will not interfere in the management of any other company and is not entitled to directly hold any real estate property.

The Company may further carry out all transactions regarding its purpose, within the limits laid down by the law of 11th May, 2007 on Family Wealth Management Company and the law of 10th August, 1915 concerning commercial companies, as amended.

Art. 4. Registered office.

4.1 The Company's registered office is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the Company's registered office may be transferred by a resolution of the board of directors.

4.3 It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.4 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of directors.

B. Share capital - Shares - Register of shareholders - Ownership and transfer of shares

Art. 5. Share capital.

5.1 Issued share capital

5.1.1 The Company's issued share capital is set at thirty one thousand euro (EUR 31,000.-), consisting of thirty one thousand (31,000) shares having a par value of one euro (EUR 1,-) each.

5.1.2 Under the terms and conditions provided by law, the Company's issued share capital may be increased by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.1.3 Any new shares to be paid for in cash will be offered by preference to the existing shareholder(s) in proportion to the shares he/it/they hold(s) in the Company. The board of directors shall determine the period of time during which such preferential subscription right may be exercised. This period may not be less than thirty (30) days from the date of dispatch of a registered letter sent to the shareholder(s), announcing the opening of the subscription. However, subject to the terms and conditions provided by law, the general meeting of shareholders, called (i) either to resolve upon an increase of the Company's issued share capital (ii) or upon the authorization to be granted to the board of directors to increase the Company's issued share capital, may limit or suppress the preferential subscription right of the existing shareholder(s) or authorize the board of directors to do so. Such resolution shall be adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.1.4 Under the terms and conditions provided by law, the Company's issued share capital may be reduced by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.2 Authorized share capital

5.2.1 The Company's authorized share capital, excluding the issued share capital, is fixed at two million five hundred euro (EUR 2,500,000.-), consisting of two million five hundred (2,500,000) shares having a par value of one euro (EUR 1.-) per share.

5.2.2 During a period of time of five (5) years from the date of publication of these articles of association or, as the case may be, of the resolution to renew, to increase or to reduce the authorized share capital pursuant to this article 5.2, in the Official Gazette of the Grand Duchy of Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, the board of directors be and is hereby authorized to issue shares, to grant options to subscribe for shares and to issue any other instruments convertible into shares, within the limit of the authorized share capital, to such persons and on such terms as it shall see fit, and specifically to proceed to such issue by suppressing or limiting the existing shareholder's/shareholders' preferential right to subscribe for the new shares to be issued.

5.2.3 This authorization may be renewed once or several times by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association, each time for a period not exceeding five (5) years.

5.2.4 The Company's authorized share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same par value.

6.2 The Company may have one or several shareholders.

6.3 A shareholder's right in the Company's assets and profits shall be proportional to the number of shares held by him/her/it in the Company's share capital.

6.4 The death, legal incapacity, dissolution, bankruptcy or any other similar event regarding the sole shareholder, as the case may be, or any other shareholder shall not cause the Company's dissolution.

6.5 The Company may, to the extent and under the terms and conditions provided by law, repurchase or redeem its own shares.

6.6 The Company's shares are in registered form and may not be converted into shares in bearer form.

6.7 Fractional shares shall have the same rights on a fractional basis as whole shares, provided that shares shall only be able to vote if the number of fractional shares may be aggregated into one or more whole shares. If there are fractions that do not aggregate into a whole share, such fractions shall not be able to vote.

Art. 7. Register of shares.

7.1 A register of shareholders will be kept at the Company's registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register of shareholders will in particular contain the name of each shareholder, his/her/its residence or registered or principal office, the number of shares held by such shareholder, the indication of the payments made on the shares; any transfer of shares and the date thereof, the date of notification to or acceptance by the Company of such transfer pursuant to article 8.4 of these articles of association as well as any security rights granted on shares.

7.2 Each shareholder will notify the Company by registered letter his/her/its address and any change thereof. The Company may rely on the last address of a shareholder received by it.

Art. 8. Ownership and Transfer of shares.

8.1 Proof of ownership of shares may be established through the recording of a shareholder in the register of shareholders. Certificates of the recordings in the register of shareholders will be issued and signed by the chairman of the board of directors, by any two of its members or by the sole director, as the case may be, upon request and at the expense of the relevant shareholder.

8.2 The Company will recognize only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they must designate a single person to be considered as the sole owner of that share in relation to the Company. The Company is entitled to suspend the exercise of all rights attached to a share held by several owners until one owner has been designated.

8.3 The shares are freely transferable, subject to the terms and conditions of the law or of these articles of association.

8.4 Any transfer of shares will become effective towards the Company and third parties either through the recording of a declaration of transfer into the register of shares, signed and dated by the transferor and the transferee or their representatives, or upon notification of the transfer to or upon the acceptance of the transfer by the Company, following which any member of the board of directors may record the transfer in the register of shareholders.

8.5 The Company, through any of its directors, may also accept and enter into the register of shares any transfer referred to in any correspondence or in any other document which establishes the transferor's and the transferee's consent.

C. General meeting of shareholders

Art. 9. Powers of the general meeting of shareholders.

9.1 The Shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders, which constitutes one of the Company's corporate bodies.

9.2 If the Company has only one shareholder, such shareholder shall exercise the powers of the general meeting of shareholders. In such case and to the extent applicable and where the term "sole shareholder" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "general meeting of shareholders" used in these articles of association is to be construed as being a reference to the "sole shareholder".

9.3 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

Art. 10. Convening general meetings of shareholders.

10.1 The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the board of directors, by the statutory auditor(s), if any, as the case may be, to be held at such place and on such date as specified in the notice of such meeting.

10.2 The general meeting of shareholders must be convened by the board of directors, by the statutory auditor(s), if any, as the case may be, upon request in writing indicating the agenda, addressed to the board of directors or the statutory auditor(s), by one or several shareholders representing in the aggregate at least ten per cent (10%) of the Company's issued share capital. In this case, the general meeting of shareholders must be convened by the board of directors or by the statutory auditor(s), in order to be held within a period of one (1) month from receipt of such request at such place and on such date as specified in the convening notice of the meeting.

10.3 An annual general meeting must be held in the municipality where the Company's registered office is located or at such other place as may be specified in the notice of such meeting on the second Friday of June at 15:30. If such day is a legal holiday, the annual general meeting of shareholders must be held on the next following business day. The board of

directors or the statutory auditor(s), as the case may be, must convene the annual general meeting of shareholders in order to be held within a period of six (6) months from closing of the Company's account.

10.4 The convening notice for any general meeting of shareholders must contain the agenda of the meeting, the place, date and time of the meeting, and such notice is to be sent to each shareholder by registered letter at least eight (8) days prior to the date scheduled for the meeting.

10.5 One or several shareholders, representing in the aggregate at least ten per cent (10%) of the Company's issued share capital, may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of shareholders. Such request must be sent to the Company's registered office by registered letter at least five (5) days prior to the date scheduled for the meeting.

10.6 If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the general meeting of shareholders may be held without prior notice.

Art. 11. Conduct of general meetings of shareholders - Vote by resolution in writing.

11.1 A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer, each of whom shall be appointed by the general meeting of shareholders and who need neither be shareholders, nor members of the board of directors. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

11.2 An attendance list must be kept at any general meeting of shareholders.

11.3 Quorum

No quorum shall be required for the general meeting of shareholders to validly act and deliberate, unless otherwise required by law or by these articles of association.

11.4 Vote

11.4.1 Each share entitles to one (1) vote, subject to the provisions of the law.

11.4.2 Unless otherwise required by law or by these articles of association, resolutions at a general meeting of shareholders duly convened will be adopted at a simple majority of the votes validly cast, regardless of the portion of capital represented. Abstention and nil votes will not be taken into account.

11.5 A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person, shareholder or not, as his/her/its proxy in writing by a signed document transmitted by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such appointment being sufficient proof thereof. One person may represent several or even all shareholders.

11.6 Any shareholder who participates in a general meeting of shareholders by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such shareholder's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority.

11.7 Each shareholder may vote through a signed voting form sent by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposals submitted to the resolution of the meeting as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour of or against the proposed resolution or to abstain from voting thereon by marking the appropriate box with a cross. The Company will only take into account voting forms received prior to the general meeting of shareholders which they relate to.

11.8 The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

Art. 12. Amendment of the articles of association. Subject to the terms and conditions provided by law, these articles of association may be amended by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted with a majority of two-third (2/3) of the votes validly cast at a meeting where at least half (1/2) of the Company's issued share capital is present or represented on first call. If this last condition is not met, a second meeting must be convened by registered letter where the resolutions will be passed with a majority of two-third (2/3) of the votes validly cast at the meeting, regardless of the portion of capital present or represented at the meeting. Abstention and nil votes will not be taken into account.

Art. 13. Adjourning general meetings of shareholders. Subject to the terms and conditions of the law, the board of directors may adjourn any general meeting of shareholders already commenced, including any general meeting convened in order to resolve on an amendment of the articles of association, to four (4) weeks. The board of directors must adjourn any general meeting of shareholders already commenced if so required by one or several shareholders representing in the aggregate at least twenty per cent (20%) of the Company's issued share capital. By such an adjournment of a general meeting of shareholders already commenced, any resolution already adopted in such meeting will be cancelled.

Art. 14. Minutes of general meetings of shareholders.

14.1 The board of any general meeting of shareholders shall draw minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder who requests to do so.

14.2 The sole shareholder, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions.

14.3 Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified conforming to the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the board of directors, by any two of its members or by the sole director, as the case may be.

D. Management**Art. 15. Powers of the board of directors.**

15.1 The Company shall be managed by one or several directors, who need not be shareholders of the Company. In case of plurality of directors, the directors shall form a board of directors being the corporate body in charge of the Company's management and representation and which shall include one or more Class A director and one or more Class B director.

15.2 If the Company is incorporated by a sole member or if it is noted at a general meeting of shareholders that the Company has only one shareholders, the Company may be managed by a sole director until the first ordinary general meeting of shareholders following the Company's awareness that several shareholders exist. In such case and to the extent applicable and where the term "sole director" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the board of directors used in these articles of association is to be construed as a reference to the "sole director".

15.3 The board of directors is vested with the broadest powers to take any actions necessary or useful to fulfill the corporate object, with the exception of the actions reserved by law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

15.4 In accordance with article 60 of the law of 10 August 1915 governing commercial companies, as amended, the Company's daily management and the Company's representation in connection with such daily management may be delegated to one or several members of the board of directors or to any other person, shareholder or not, acting alone or jointly. Their appointment, revocation and powers shall be determined by a resolution of the board of directors.

15.5 The Company may also grant special powers by notarized proxy or private instrument to any persons acting alone or jointly as agents of the Company.

Art. 16. Composition of the board of directors.

16.1 The board of directors is composed of at least three (3) members or one (1) member in case the Company is owned by the sole shareholder, without prejudice to article 15.2 of these articles of association.

16.2 The board of directors must choose from among its members a chairman of the board of directors. It may also choose a secretary, who needs neither be a shareholder, nor a member of the board of directors.

Art. 17. Election and removal of directors and term of the office.

17.1 Directors shall be elected by the general meeting of shareholders, which shall determine their class, their remuneration and the term of their office.

17.2 If a legal entity is elected director of the Company, such legal entity must designate an individual as permanent representative who shall execute this role in the name and for the account of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints a successor at the same time. An individual may only be a permanent representative of one (1) director, and may not be a director at the same time.

17.3 Any director may be removed at any time, without notice and without cause by the general meeting of shareholders. A director who is also a shareholder of the Company shall not be excluded from the vote on his/her/its own removal.

17.4 The term of the office of a director may not exceed six (6) years and any director shall hold office until its/his/her successor is elected. Any director may also be re-elected for successive terms.

Art. 18. Vacancy in the office of a director.

18.1 If a vacancy in the office of a member of the board of director because of death, legal incapacity, bankruptcy, retirement or otherwise occurs, such vacancy may be filled, on a temporary basis, by the remaining board members until the next meeting of shareholders, which shall resolve on a permanent appointment, as deemed suitable.

18.2 If, in case of plurality of shareholders, the number of members of the board of directors falls below three (3) or below such higher minimum set by these articles of association, as the case may be, such vacancy must be filled without undue delay either by the general meeting of shareholders or, on a temporary basis, by the remaining board members until the next meeting of the shareholders which shall resolve on the permanent appointment.

18.3 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole director, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 19. Convening meetings of the board of directors.

19.1 The board of directors shall meet upon call by its chairman or by any two (2) of its members at the place indicated in the notice of the meeting as described in the next paragraph.

19.2 Written notice of any meeting of the board of directors must be given to the directors twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting by mail, facsimile, electronic mail or any other means of communication, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be indicated in the notice. Such convening notice is not necessary in case of assent of each director in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. Also, a convening notice is not required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors. No convening notice shall furthermore be required in case all members of the board of directors are present or represented at a meeting of the board of directors or in the case of resolutions in writing pursuant to these articles of association.

Art. 20. Conduct of meetings of the board of directors.

20.1 The chairman of the board of directors shall preside at all meeting of the board of directors. In his/her/its absence, the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore.

20.2 Quorum

The board of directors can act and deliberate or act validly only if at least half of its members, consisting of at least a Class A director and a Class B director, are present or represented at a meeting of the board of directors.

20.3 Vote

Resolutions are adopted with the approval of a majority of votes of the members present or represented at a meeting of the board of directors, including the vote of at least a Class A director and a Class B director. The chairman shall not have a casting vote.

20.4 Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing any other director as his/her/its proxy in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. Any director may represent one or several of his/her/its colleagues.

20.5 Any director who participates in a meeting of the board of directors by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such director's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority. A meeting of the board of directors held through such means of communication is deemed to be held at the Company's registered office.

20.6 The board of directors may unanimously pass resolutions in writing, which shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board of directors duly convened and held. Such resolutions in writing are passed when dated and signed by all directors on a single document or on multiple counterparts, a copy of a signature sent by mail, facsimile, e-mail or any other means of communication being sufficient proof thereof. The single document showing all the signatures or the entirety of signed counterparts, as the case may be, will form the instrument giving evidence of the passing of the resolutions, and the date of such resolutions shall be the date of the last signature.

20.7 Any director who has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction submitted to the approval of the board of directors which conflicts with the Company's interest, must inform the board of directors of such conflict of interest and must have his/her/its declaration recorded in the minutes of the board meeting. The relevant director may not take part in the discussions on and may not vote on the relevant transaction. Where the Company has a sole director and the sole director has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction entered into between the sole director and the Company, which conflicts with the Company's interest, such conflicting interest must be disclosed in the minutes recording the relevant transaction. This article 20.7 shall not be applicable to current operations entered into under normal conditions.

Art. 21. Minutes of meetings of the board of directors.

21.1 The secretary, or if no secretary has been appointed, the chairman, shall draw minutes of any meeting of the board of directors, which shall be signed by the chairman and by the secretary, as the case may be.

21.2 The sole director, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions.

21.3 Any copy and excerpt of any such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairman of the board of directors, by any two of its members or by the sole director, as the case may be.

Art. 22. Dealings with third parties. The Company will be bound towards third parties in all circumstances by the joint signatures of any two directors or by the joint signature of a Class A director and a Class B director or by the signature of the sole director or by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power has been delegated by the board of directors or by the sole director. Within the limit of the daily management, the Company will be bound towards third parties by the signature of any person to whom such power in relation to the Company's daily management has been delegated acting alone or jointly, subject to the rules and the limits of such delegation.

E. Supervision

Art. 23. Statutory auditor(s) - Independent auditor(s).

23.1 The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors, who may be shareholders or not.

23.2 The general meeting of shareholders shall determine the number of statutory auditors, shall appoint them and shall fix their remuneration and term of the office, which may not exceed six (6) years. A former or current statutory auditor may be reappointed by the general meeting of shareholders.

23.3 Any statutory auditor may be removed at any time, without notice and without cause by the general meeting of shareholders.

23.4 In case of a reduction of the number of statutory auditors by death or in another manner by more than a half, the management board must convene the general meeting of shareholders without undue delay in order to fill the vacancy/vacancies.

23.5 The statutory auditors have an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

23.6 The statutory auditors may be assisted by an expert in order to verify the Company's books and accounts. Such expert must be approved by the Company.

23.7 In case of plurality of statutory auditors, they will form a board of statutory auditors, which must choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who needs neither be a shareholder, nor a statutory auditor. Regarding the convening and conduct of meetings of the board of statutory auditors the rules provided in these articles of association relating to the convening and conduct of meetings of the board of directors shall apply.

23.8 If the Company exceeds two (2) of the three (3) criteria provided for in the first paragraph of article 35 of the law of 19 December 2002 regarding the Trade and Companies Register and the accounting and annual accounts of undertakings for the period of time as provided in article 36 of the same law, the statutory auditors will be replaced by one or several independent auditors, chosen among the members of the Institut des réviseurs d'entreprises, to be appointed by the general meeting of shareholders, which determines the duration of his/her/their office.

F. Financial year - Profits - Interim dividends

Art. 24. Financial year. The Company's financial year shall begin on the first day of January of each year and shall terminate on the last day of December of the same year.

Art. 25. Profits.

25.1 From the Company's annual net profits five per cent (5%) at least shall be allocated to the Company's legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of the Company's reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

25.2 Sums contributed to the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve, if the contributing shareholder agrees with such allocation.

25.3 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

25.4 Under the terms and conditions provided by law, the general meeting of shareholders will determine how the remainder of the Company's annual net profits will be used in accordance with the law and these articles of association.

Art. 26. Interim dividends - Share premium.

26.1 Under the terms and conditions provided by law, the board of directors may proceed to the payment of interim dividends.

26.2 The share premium, if any, may be freely distributed to the shareholder(s) by a resolution of the shareholder(s) or of the board of directors, subject to any legal provisions regarding the inalienability of the share capital and of the legal reserve.

G. Liquidation

Art. 27. Liquidation. In the event of the Company's dissolution, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, individuals or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders resolving on the Company's dissolution which shall determine the liquidators'/liquidator's powers and remuneration.

H. Governing law

Art. 28. Governing law. These articles of association shall be construed and interpreted under and shall be governed by Luxembourg law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 governing commercial companies, as amended and with the law of May 11th, 2007 concerning the creation of a family wealth management company ("SPF").

Transitory dispositions

- 1) The Company's first financial year shall begin on the date of the Company's incorporation and shall end on December 31, 2016.
- 2) The first annual general meeting of shareholders shall be held on the second Friday of June at 15:30, 2017.
- 3) Interim dividends may also be made during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The Articles of the Company thus having been established, the thirty one thousand (31 000) shares have been subscribed by the sole shareholder, the Company “EZD S.à r.l.”, and fully paid up by the aforesaid subscriber by payment in cash, so that the amount of thirty one thousand euro (31,000.- EUR) is from this day on at the free disposal of the Company, as it has been proved to the officiating notary by a bank certificate, who states it expressly.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions provided for in articles 26, 26-3 and 26-5 of the law of August 10, 1915 governing commercial companies, as amended, and expressly states that they have all been complied with.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated to be EUR 1,800.-

Extraordinary general meeting Decisions taken by the sole Shareholder

The aforementioned appearing party, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

1. The number of members of the board of directors is fixed at three (3).

Mrs. Maria Tkachenko, born 3 May 1974 in Moscow, Russia, residing professionally at 4, rue Jean Engling, L-1466, Luxembourg is appointed as the Director of Class B of the Company.

Mr. Gareth Stewart Pugh, born 7 June 1970 in Edinburgh, United Kingdom, residing professionally at 4, rue Jean Engling, L-1466, Luxembourg is appointed as the Director of Class B of the Company.

Mr. Simon Peter Fentham-Fletcher, born 11 August 1966 in Lichfield, United Kingdom, residing at 15, 1 Nile Street, London N°1 7LX, United Kingdom, is appointed as the Director of Class A of the Company.

2. The number of members of statutory auditors is set at one (1).

The following company is appointed as statutory auditor:

EZD S.à.r.l, a société à responsabilité limitée, with a share capital of EUR 12,500, having its registered office at 4, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under section B number 167.127;

3. The term of the office of the sole director and of the statutory auditor(s) shall end at the general meeting of shareholders/sole shareholder which will be called to deliberate on the financial statement as at December 31, 2020.

4. The registered office is established in L-1466 Luxembourg, 4, rue Jean Engling.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version: on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder of the appearing party has signed with Us the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille seize, le quinze février.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-duché de Luxembourg), soussigné:

A COMPARU:

La société à responsabilité limitée “EZD S.à r.l.”, établie et ayant son siège social à L-1466 Luxembourg, 4, rue Jean Engling, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 167127,

ici dûment représentée par sa gérante unique, Madame Maria TKACHENKO, née VERKHOVSKAYA à Moscou (Russie) le 3 mai 1974, expert-comptable, demeurant professionnellement au 4, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter l'acte de constitution d'une société anonyme («société anonyme») qu'elle déclare constituer par les présentes et dont les statuts sont établis comme suit:

A. Nom - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. Nom. Il existe entre le propriétaire actuel des actions et/ou toute personne qui sera un actionnaire dans le futur, une société dans la forme d'une société anonyme, qualifiée comme société de gestion de patrimoine familial au sens

de la loi du 11 mai 2007 concernant la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF") sous la dénomination "PI Investments S.A., SPF" (la "Société").

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée. Elle pourra être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 3. Objet. L'objet de la société est l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation des actifs financiers, à l'exception de toute activité commerciale. Par des actifs financiers, il est conseillé de comprendre:

(i) - les instruments financiers au sens de la loi du 5 Août 2005 en contrats de garantie financière, c'est à dire de toutes valeurs mobilières et autres titres, dont notamment les actions et autres valeurs mobilières assimilables aux actions, parts dans les entreprises et les organismes de placement collectif, obligations et autres titres de créance, des warrants, des reçus et des documents commerciaux;

- Des titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres valeurs mobilières par souscription, par achat ou par échange;

- Les instruments financiers à terme et des valeurs mobilières donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exception des monnaies), y compris les instruments du marché monétaire;

- Toutes les autres valeurs mobilières représentatives de droits de propriété, la dette ou de valeurs mobilières;

- Tous les instruments relatifs aux sous-jacent financiers, aux indications, aux matières premières, à des substances précieuses, de denrées alimentaires, de métaux ou de marchandises, à d'autres biens ou risques;

- Les dettes relatives aux différents points énumérés ci-dessus ou les droits sur ou relatifs à ces différents éléments, que ce soit ces instruments financiers matérialisés ou dématérialisés, négociables par inscription sur compte ou tradition, au porteur ou nominatives, endossable ou non endossable et quelle que soit la loi applicable à eux; et

(ii) les liquidités et les actifs de toute nature détenus en compte.

Les titres émis par la Société ne peuvent être offertes au public ou admises sur un marché boursier.

La Société ne s'immiscera pas dans la gestion de toute autre société et n'est pas autorisé à détenir directement un bien immobilier.

La Société pourra en outre effectuer toutes les transactions quant à son objet, dans les limites fixées par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF») et la loi du 10 Août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi en la Ville de Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social pourra être transféré à l'intérieur de la même commune par décision du directoire.

4.3 Il pourra être transféré dans toute autre commune du Grand-duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.4 Il peut être créé, par une décision du directoire, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

B. Capital social - Actions - Registre des actionnaires - Propriété et transfert des actions

Art. 5. Capital social.

5.1 Capital social émis

5.1.1 La Société a un capital social émis de trente et un mille euros (EUR 31.000), représenté par trente et un mille (31.000) actions ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune.

5.1.2 Aux conditions et termes prévus par la loi, le capital social émis de la Société pourra être augmenté par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

5.1.3 Toutes nouvelles actions à payer en espèces seront offertes par préférence aux actionnaires/à l'actionnaire existant (s) en proportion du nombre d'actions détenues par eux dans le capital social de la Société. Le directoire devra déterminer le délai pendant lequel ce droit de souscription préférentiel pourra être exercé. Ce délai ne pourra pas être inférieur à trente (30) jours à compter de la date de l'envoi d'une lettre recommandée aux actionnaires annonçant l'ouverture de la souscription. Toutefois, aux conditions requises par la loi, l'assemblée générale des actionnaires appelée à délibérer (i) soit sur une augmentation du capital social émis de la Société, (ii) soit sur l'autorisation à donner au directoire d'augmenter le capital social émis de la Société, peut limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel des actionnaires/de l'actionnaire existant(s) ou autoriser le directoire à le faire. Une telle décision devra être prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

5.1.4 Aux conditions et termes prévus par la loi, le capital social émis de la Société pourra être diminué par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires qui devra être prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

5.2 Capital social autorisé

5.2.1 Le capital autorisé de la Société, à l'exclusion du capital social souscrit, est fixé à deux million cinq cent mille euros (EUR 2.500.000.-), représenté par deux million cinq cent mille (2.500.000) actions ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune.

5.2.2 Durant une période de cinq (5) ans à compter de la date de publication au Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, des présents statuts ou, le cas échéant, de la décision de renouveler, d'augmenter ou de diminuer le capital social autorisé conformément au présent article 5.2, le conseil d'administration est autorisé par les présentes à émettre des actions, à accorder des options de souscription des actions et d'émettre tout autre titre convertible en actions, dans les limites du capital social autorisé, aux personnes et selon les conditions qu'il juge appropriées, et notamment à procéder à une telle émission en supprimant ou limitant le droit préférentiel des actionnaires/de l'actionnaire existant(s) de souscrire les nouvelles actions à émettre.

5.2.3 Cette autorisation pourra être renouvelée une ou plusieurs fois par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts, pour une période qui, à chaque fois, ne peut dépasser cinq (5) ans.

5.2.4 Le capital social autorisé de la Société pourra être augmenté ou diminué par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 6. Actions.

6.1 Le capital social de la Société est divisé en actions ayant chacune la même valeur nominale.

6.2 La Société peut avoir un ou plusieurs actionnaire(s).

6.3 Le droit d'un actionnaire dans les actifs et les bénéfices de la Société est proportionnel au nombre d'actions qu'il détient dans le capital social de la Société.

6.4 Le décès, l'incapacité, la dissolution, la faillite ou tout autre événement similaire concernant tout actionnaire ou l'actionnaire unique, le cas échéant, n'entraînera pas la dissolution de la Société.

6.5 La Société pourra, aux conditions et termes prévus la loi, racheter ou retirer ses propres actions.

6.6 Les actions de la Société sont émises sous forme nominative et ne peuvent être converties en actions au porteur.

6.7 Les fractions d'actions auront les mêmes droits que les actions entières sur une base proportionnelle, étant entendu qu'une ou plusieurs actions ne pourront voter que si le nombre des fractions d'actions peut être réuni en une ou plusieurs actions. Dans le cas où des fractions d'actions ne pourront pas être réunies en une action entière, de telles fractions d'actions ne pourront pas voter.

Art. 7. Registre des actions.

7.1 Un registre des actions sera tenu au siège social de la Société et pourra y être consulté par tout actionnaire de la Société. Ce registre contiendra en particulier le nom de chaque actionnaire, son domicile ou son siège social ou son siège principal, le nombre d'actions détenues par tel actionnaire, l'indication des sommes payées pour ces actions, tout transfert les concernant, la date de la notification ou de l'acceptation par la Société de ce transfert conformément à l'article 8.4 des présents statuts ainsi que toutes garanties accordées sur des actions.

7.2 Chaque actionnaire notifiera son adresse à la Société par lettre recommandée, ainsi que tout changement d'adresse ultérieur. La Société peut considérer comme exacte la dernière adresse de l'actionnaire qu'elle a reçue.

Art. 8. Propriété et transfert d'actions.

8.1 La preuve du titre de propriété concernant des actions peut être apportée par l'enregistrement d'un actionnaire dans le registre des actionnaires. Des certificats de ces enregistrements pourront être émis et signés par le président du directoire, par deux administrateurs ou par le administrateur unique, selon le cas, sur requête et aux frais de l'actionnaire en question.

8.2 La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si une action est détenue par plus d'une personne, ces personnes doivent désigner un mandataire unique qui sera considéré comme le seul propriétaire de l'action à l'égard de la Société. Celle-ci a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à une telle action jusqu'à ce qu'une personne soit désignée comme étant propriétaire unique.

8.3 Les actions sont librement cessibles sous réserves des termes et conditions prévus par la loi ou les présents statuts.

8.4 Toute cession d'action sera opposable à la Société et aux tiers soit par l'enregistrement d'une déclaration de cession dans le registre des actions, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou leurs représentants, soit sur notification de la cession à la Société ou par l'acceptation de la cession par la Société, à la suite desquelles tout administrateur pourra enregistrer la cession.

8.5 La Société, par l'intermédiaire de n'importe lequel de ses administrateurs, peut aussi accepter et entrer dans le registre des actionnaires toute cession à laquelle toute correspondance ou tout autre document fait référence et établit les consentements du cédant et du cessionnaire.

C. Assemblée générale des actionnaires

Art. 9. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires.

9.1 Les actionnaires de la Société exercent leurs droits collectifs au sein de l'assemblée générale des actionnaires, qui constitue un des organes de la Société.

9.2 Si la Société ne possède qu'un seul actionnaire, cet actionnaire exercera les pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires. Dans ce cas et lorsque le terme "actionnaire unique" n'est pas expressément mentionné dans les présents statuts, une référence à "l'assemblée générale des actionnaires" utilisée dans les présents statuts doit être lue comme une référence à "l'actionnaire unique".

9.3 L'assemblée générale des actionnaires est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la loi et par les présents statuts.

Art. 10. Convocation de l'assemblée générale des actionnaires.

10.1 L'assemblée générale des actionnaires de la Société peut à tout moment être convoquée par le directoire, par le(s) commissaire(s) aux comptes, le cas échéant, pour être tenue au lieu et date précisés dans l'avis de convocation.

10.2 L'assemblée générale des actionnaires doit obligatoirement être convoquée, selon le cas, par le directoire, ou par le(s) commissaire(s) aux comptes, le cas échéant, lorsqu'un ou plusieurs actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société en fait la demande écrite auprès du directoire ou du/des commissaire(s) aux comptes, en indiquant l'ordre du jour. Dans ce cas, l'assemblée générale des actionnaires doit être convoquée par le directoire ou par le(s) commissaire(s) aux comptes de telle sorte qu'elle soit tenue dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de cette demande au lieu et date précisés dans l'avis de convocation.

10.3 Une assemblée générale annuelle des actionnaires doit être tenue dans la commune où le siège social de la Société est situé ou dans un autre lieu tel que spécifié dans l'avis de convocation à cette assemblée, le deuxième vendredi du mois de juin à 15:00 heures (CET), au siège social de la Société. Si ce jour est un jour férié, l'assemblée générale annuelle des actionnaires doit être tenue le jour ouvrable suivant. Le directoire ou le(s) commissaire(s) aux comptes, selon le cas, doit convoquer l'assemblée générale annuelle des actionnaires dans un délai de six (6) mois à compter de la clôture des comptes de la Société.

10.4 L'avis de convocation à toute assemblée générale des actionnaires doit contenir l'ordre du jour, le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, et cet avis doit être envoyé à chaque actionnaire par lettre recommandée au moins huit (8) jours avant la date prévue de l'assemblée.

10.5 Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société peut requérir du directoire l'ajout d'un ou plusieurs points à l'ordre du jour de toute assemblée générale des actionnaires. Ces demandes doivent être envoyées au siège social de la Société par lettre recommandée au moins cinq (5) jour avant la date prévue de l'assemblée.

10.6 Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée générale des actionnaires et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale des actionnaires peut être tenue sans convocation préalable.

Art. 11. Conduite de l'assemblée générale des actionnaires.

11.1 Un bureau de l'assemblée doit être constitué à toute assemblée générale des actionnaires, composée d'un président, d'un secrétaire et d'un scrutateur, chacun étant désigné par l'assemblée générale des actionnaires, sans qu'il soit nécessaire qu'ils soient actionnaires ou membres du directoire. Le bureau de l'assemblée s'assure spécialement que l'assemblée soit tenue conformément aux règles applicables et, en particulier, en accord avec celles relatives à la convocation, aux exigences de majorité, au décompte des votes et à la représentation des actionnaires.

11.2 Une liste de présence doit être tenue à toute assemblée générale des actionnaires.

11.3 Quorum

Aucun quorum n'est requis pour que l'assemblée générale des actionnaires agisse et délibère valablement, sauf exigence contraire dans la loi ou dans les présents statuts.

11.4 Vote

11.4.1 Chaque action donne droit à un (1) vote, sous réserve des dispositions de la loi.

11.4.2 Sauf exigence contraire dans la loi ou dans les présents statuts, les décisions d'une assemblée générale des actionnaires valablement convoquées sont adoptées à la majorité simple des votes valablement exprimés, quelle que soit la portion du capital présent ou représenté. L'abstention et les votes nuls ne sont pas pris en compte.

11.5 Un actionnaire peut agir à toute assemblée générale des actionnaires en désignant une autre personne, actionnaire ou non, comme son mandataire, par procuration écrite et signée, transmise par courrier, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication, une copie de cette procuration étant suffisante pour la prouver. Une personne peut représenter plusieurs ou même tous les actionnaires.

11.6 Tout actionnaire qui prend part à une assemblée générale des actionnaires par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant son identification et que toutes les personnes participant à l'assemblée s'entendent mutuellement sans discontinuité et puissent participer pleinement à l'assemblée, est censé être présent pour le calcul du quorum et de la majorité.

11.7 Chaque actionnaire peut voter à l'aide d'un bulletin de vote signé en l'envoyant par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication au siège social de la Société ou à l'adresse indiquée dans la convocation. Les actionnaires ne peuvent utiliser que les bulletins de vote qui leur auront été procurés par la Société et qui devront indiquer au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour de l'assemblée, les propositions soumises au vote

de l'assemblée, ainsi que pour chaque proposition, trois cases à cocher permettant à l'actionnaire de voter en faveur ou contre la proposition, ou d'exprimer une abstention par rapport à chacune des propositions soumises au vote, en cochant la case appropriée. La Société ne tiendra compte que des bulletins de vote reçus avant la tenue de l'assemblée générale des actionnaires à laquelle ils se réfèrent.

11.8 Le directoire peut déterminer toutes les autres conditions à remplir par les actionnaires pour pouvoir prendre part à toute assemblée générale des actionnaires.

Art. 12. Modification des statuts. Sous réserve des termes et conditions prévus par la loi, les présents statuts peuvent être modifiés par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, adoptée avec une majorité des deux-tiers (2/3) des votes valablement exprimés lors d'une assemblée où au moins la moitié du capital social émis de la Société est présente ou représentée au premier vote. Si cette seconde condition n'est pas remplie, une nouvelle assemblée devra être convoquée, lors de laquelle la décision sera adoptée à la majorité des deux-tiers (2/3 des votes valablement exprimés, quelle que soit la portion du capital présent ou représenté. L'abstention et les votes nuls ne seront pas pris en compte.

Art. 13. Report des assemblées générales des actionnaires. Sous réserve des termes et conditions de la loi, le conseil d'administration peut reporter toute assemblée générale des actionnaires déjà engagée jusqu'à quatre (4) semaines, y compris toute assemblée générale des actionnaires convoquée pour décider d'une modification des statuts. Le conseil d'administration doit reporter toute assemblée générale des actionnaires déjà engagée si cela est demandé par un ou plusieurs actionnaires représentant au moins vingt pour cent (20%) du capital social émis de la Société. Par un tel report d'une assemblée générale des actionnaires déjà engagée, toute décision déjà adoptée lors de cette assemblée sera annulée.

Art. 14. Procès-verbaux des assemblées générales des actionnaires.

14.1 Le bureau de toute assemblée générale des actionnaires rédige le procès-verbal de l'assemblée, qui doit être signé par les membres du bureau de l'assemblée ainsi que par tout actionnaire qui en fait la demande.

14.2 De même, l'actionnaire unique, le cas échéant, rédige et signe un procès-verbal de ses décisions.

14.3 Toute copie et extrait de procès-verbaux destinés à servir dans une procédure judiciaire ou à être délivrés à un tiers, doivent être certifiés conformes à l'original par le notaire ayant la garde de l'acte authentique, dans le cas où l'assemblée a été inscrite dans un acte notarié, ou signés par le président du conseil d'administration, par deux administrateurs ou par l'administrateur unique, le cas échéant.

D. Le conseil d'administration

Art. 15. Pouvoirs du conseil d'administration.

15.1 La Société sera gérée par un ou plusieurs administrateurs qui ne doivent pas nécessairement être des actionnaires. En cas de pluralité d'administrateurs, les administrateurs constituent un conseil d'administration, étant l'organe chargé de la gestion et de la représentation de la Société et qui inclut un ou plusieurs administrateurs de Classe A et un ou plusieurs administrateurs de Classe B.

15.2 Si la Société est constitué par un actionnaire unique ou s'il est constaté lors d'une assemblée générale des actionnaires que toutes les actions émises par la société sont détenues par un seul actionnaire, la Société pourra être administrée par un seul administrateur, et ce jusqu'à la première assemblée générale ordinaire faisant suite à la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire. Dans ce cas, et lorsque le terme "administrateur unique" n'est pas expressément mentionné dans les présents statuts, une référence au "conseil d'administration" utilisée dans les présents statuts doit être lue comme une référence à l'"administrateur unique".

15.3 Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges pour prendre toute action nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social, à l'exception des pouvoirs que la loi ou les présents statuts réservent à l'assemblée générale des actionnaires.

15.4 Conformément à l'article 60 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la Société ainsi que représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs ou à toute autre personne, actionnaire ou non, susceptibles d'agir seuls ou conjointement comme mandataires de la Société. Leur désignation, révocation et l'étendue des pouvoirs délégués sont déterminés par une décision du conseil d'administration.

15.5 La Société pourra également conférer des pouvoirs spéciaux par procuration notariée ou sous seing privé à toute personne agissant seule ou conjointement avec d'autres personnes comme mandataire de la Société.

Art. 16. Composition du conseil d'administration.

16.1 Le conseil d'administration est composé d'au moins trois (3) membres, sans préjudice des dispositions de l'article 15.2 des présents statuts.

16.2 Le conseil d'administration doit choisir un président du conseil d'administration parmi ses membres. Il peut aussi choisir un secrétaire, qui peut n'être ni actionnaire ni membre du conseil d'administration.

Art. 17. Election et révocation des administrateurs et terme du mandat.

17.1 Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leurs émoluments et la durée de leur mandat.

17.2 Si une personne morale est nommée en qualité de membre du conseil d'administration de la Société, cette personne morale devra désigner une personne physique comme représentant permanent, qui exercera le mandat au nom et pour le compte de cette personne morale. La personne morale susvisée ne peut démettre son représentant permanent qu'à la condition de lui avoir déjà désigné un successeur. Une personne physique ne peut être le représentant permanent que d'un (1) membre du conseil d'administration, et ne peut pas à la fois être un membre du conseil d'administration à titre personnel.

17.3 Tout administrateur peut être révoqué à tout moment, sans préavis et sans cause, par l'assemblée générale des actionnaires. Un administrateur, étant également actionnaire de la Société, ne sera pas exclu du vote sur sa propre révocation.

17.4 La durée du mandat d'un administrateur ne peut excéder six (6) années et tout administrateur exercera son mandat jusqu'à ce que son successeur ait été élu. Tout administrateur sortant peut également être réélu pour des périodes successives.

Art. 18. Vacance dans le mandat d'un administrateur.

18.1 Dans l'hypothèse où un poste d'administrateur devient vacant à la suite d'un décès, d'une incapacité juridique, d'une faillite, d'une retraite ou autre, cette vacance peut être provisoirement comblée par les administrateurs restants jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires, qui procédera le cas échéant à l'élection définitive.

18.2 Si, dans le cas où il existe plusieurs actionnaires, le nombre des membres du conseil d'administration devient inférieur à trois (3) ou à un minimum supérieur fixé par les présents statuts, le cas échéant, cette vacance doit être comblée sans délai soit par l'assemblée générale des actionnaires soit, provisoirement, par les administrateurs restants jusqu'à la prochaine l'assemblée générale des actionnaires qui procédera à l'élection définitive.

18.3 Dans l'hypothèse d'une telle vacance dans le mandat d'administrateur unique, cette vacance doit être comblée sans délai par l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 19. Convocation des réunions du conseil d'administration.

19.1 Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou de deux (2) de ses membres au lieu indiqué dans l'avis de convocation tel que décrit au prochain alinéa.

19.2 Un avis de convocation écrit à toute réunion du conseil d'administration doit être donné à tous les administrateurs par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas l'avis de convocation devra mentionner la nature et les raisons de cette urgence. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment écrit de chaque administrateur par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie d'un tel document écrit étant suffisante pour le prouver. Un avis de convocation n'est pas non plus requis pour des réunions du conseil d'administration se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration. De même, un tel avis n'est pas requis dans le cas où tous les membres du conseil d'administration sont présents ou représentés à une réunion du conseil d'administration, ou dans le cas de décisions écrites conformément aux présents statuts.

Art. 20. Conduite des réunions du conseil d'administration.

20.1 Le président du conseil d'administration préside à toute réunion du conseil d'administration. En son absence, le conseil d'administration peut provisoirement élire un autre administrateur comme président pro tempore.

20.2 Quorum: Le conseil d'administration ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la moitié de ses membres, se composant d'au moins un administrateur de Classe A et un administrateur de Classe B, est présente ou représentée à une réunion du conseil d'administration.

20.3 Vote: Les décisions sont prises à la majorité des votes des administrateurs présents ou représentés à chaque réunion du conseil d'administration, incluant le vote d'au moins un administrateur de Classe A et un administrateur de Classe B. Le président de la réunion n'a pas de voix prépondérante.

20.4 Tout administrateur peut se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant sous forme écrite par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication tout autre administrateur comme son mandataire, une copie étant suffisante pour le prouver. Un administrateur peut représenter un ou plusieurs de ses collègues.

20.5 Tout administrateur qui prend part à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant son identification et que toutes les personnes participant à la réunion s'entendent mutuellement sans discontinuité et puissent participer pleinement à cette réunion, est censé être présent pour le calcul du quorum et de la majorité. Une réunion qui s'est tenue par les moyens de communication susvisés sera censée s'être tenue au siège social de la Société.

20.6 Le conseil d'administration peut à l'unanimité prendre des résolutions écrites ayant le même effet que des résolutions adoptées lors d'une réunion du conseil d'administration dûment convoqué et s'étant régulièrement tenu. Ces résolutions écrites sont adoptées une fois datées et signées par tous les administrateurs sur un document unique ou sur des documents séparés, une copie d'une signature originale envoyée par courrier, télécopie, courrier électronique ou toute autre moyen de communication étant considérée comme une preuve suffisante. Le document unique avec toutes les signatures ou, le cas échéant, les actes séparés signés par chaque administrateur, le cas échéant, constitueront l'acte prouvant l'adoption des résolutions, et la date de ces résolutions sera la date de la dernière signature.

20.7 Tout administrateur qui a, directement ou indirectement, un intérêt patrimonial dans une transaction soumise à l'approbation du conseil d'administration qui est en conflit avec l'intérêt de la Société doit informer le conseil d'administration de ce conflit d'intérêts et doit voir sa déclaration enregistrée dans le procès-verbal de la réunion du conseil d'administration. Cet administrateur ne peut ni participer aux discussions concernant la transaction en cause, ni au vote s'y rapportant. Lorsque la Société a un administrateur unique et que, dans une transaction conclue entre la Société et l'administrateur unique, celui-ci a, directement ou indirectement, un intérêt patrimonial qui est en conflit avec l'intérêt de la Société, ce conflit d'intérêt doit être mentionné dans le procès-verbal enregistrant la transaction en cause. Le présent article 20.7 ne s'applique pas aux opérations courantes et conclues dans des conditions normales.

Art. 21. Procès-verbaux des réunions du conseil d'administration.

21.1 Le secrétaire ou, s'il n'a pas été désigné de secrétaire, le président rédige le procès-verbal de toute réunion du conseil d'administration, qui est signé par le président et par le secrétaire, le cas échéant.

21.2 L'administrateur unique, le cas échéant, rédige et signe également un procès-verbal de ses résolutions.

21.3 Toute copie et extrait de procès-verbaux destinés à servir dans une procédure judiciaire ou à être délivrés à un tiers seront signés par le président du conseil d'administration, par deux administrateurs ou par l'administrateur unique, le cas échéant.

Art. 22. Rapports avec les tiers. Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée en toute circonstance par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature conjointe d'un administrateur de Classe A et d'un administrateur de Classe B ou par la signature de l'administrateur unique, ou par les signatures conjointes ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration ou par l'administrateur unique. La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature de tout/tous mandataire (s) auquel/auxquels le pouvoir quant à la gestion journalière de la Société aura été délégué, agissant seul ou conjointement, conformément aux règles et aux limites de cette délégation.

E. Surveillance de la société

Art. 23. Commissaire(s) aux comptes statutaire(s) - Réviseur(s) d'entreprises.

23.1 Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes statutaires, qui peuvent être des actionnaires ou non.

23.2 L'assemblée générale des actionnaires détermine le nombre de(s) commissaire(s) aux comptes statutaire(s), nomme celui-ci/ceux-ci et fixe la rémunération et la durée de son/leur mandat qui ne peut excéder 6 ans. Un ancien commissaire aux comptes ou un commissaire aux comptes sortant peut être réélu par l'assemblée générale des actionnaires.

23.3 Tout commissaire aux comptes statutaire peut être démis de ses fonctions à tout moment, sans préavis et sans cause, par l'assemblée générale des actionnaires.

23.4 Dans l'hypothèse où le nombre de commissaires aux comptes statutaires serait réduit de plus de la moitié pour cause de décès ou autre, le directoire doit convoquer l'assemblée générale des actionnaires sans délai afin de combler cette/ces vacance(s).

23.5 Les commissaires aux comptes statutaires ont un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents de toutes les opérations de la Société.

23.6 Les commissaires aux comptes statutaires peuvent être assistés par un expert pour vérifier les livres et les comptes de la Société. Cet expert doit être approuvé par la Société.

23.7 Dans le cas où il existe plusieurs commissaires aux comptes statutaires, ceux-ci constituent un conseil des commissaires aux comptes, qui devra choisir un président parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui n'a pas à être ni actionnaire, ni commissaire aux comptes. Les règles des présents statuts concernant la convocation et la conduite des réunions du conseil d'administration s'appliquent à la convocation et à la conduite des réunions du conseil des commissaires aux comptes.

23.8 Dans l'hypothèse où la Société remplirait deux (2) des trois (3) critères stipulés dans le premier paragraphe de l'article 35 de la loi du 19 décembre 2002 sur le registre du commerce et des sociétés et sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, sur la période de temps prévue à l'article 36 de cette même loi, les commissaires aux comptes statutaires sont remplacés par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, choisis parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises, pour être nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui détermine la durée de son/leur mandat.

F. Exercice social - Bénéfices - Dividendes provisoires

Art. 24. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier jour du mois de janvier de chaque année et se termine le dernier jour du mois de décembre de la même année.

Art. 25. Bénéfices.

25.1 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, au moins cinq pour cent (5 %) seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

25.2 Les sommes allouées à la Société par un actionnaire peuvent également être affectées à la réserve légale, si l'actionnaire en question accepte cette affectation.

25.3 En cas de réduction de capital, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

25.4 Aux conditions et termes prévus par la loi, et sur recommandation du conseil d'administration, l'assemblée générale des actionnaires décidera de la manière dont le reste des bénéfices annuels nets sera affecté, conformément à la loi et aux présents statuts.

Art. 26. Acomptes sur dividendes intérimaires - Prime d'émission.

26.1 Le conseil d'administration pourra procéder à la distribution d'acomptes sur dividendes selon les termes et conditions de la loi.

26.2 La prime d'émission, le cas échéant, est librement distribuable aux actionnaires par une résolution de l'assemblée générale ou des administrateurs/du administrateur, sous réserve de toute disposition légale concernant l'inaliénabilité du capital social et de la réserve légale.

G. Liquidation

Art. 27. Liquidation. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui décidera de la dissolution de la Société et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun.

H. Loi applicable

Art. 28. Loi applicable. Les présents statuts doivent être lus et interprétés selon le droit luxembourgeois, auquel ils sont soumis. Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, concernant les sociétés commerciales et de la loi du 11 mai 2007 concernant la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»).

Disposition transitoires

1) Le premier exercice social de la Société commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2016.

2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le deuxième vendredi du mois de juin 2017 à 15:30 heures (CET).

3) Les acomptes sur dividendes peuvent aussi être distribués pendant le premier exercice social de la Société.

Souscription et paiement

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les trente et un mille (31.000) actions ont été souscrites par l'actionnaire unique, la société «EZD S.à r.l.», prédésignée et représentée comme dit ci-avant, et libérées intégralement par la partie comparante prédésignée moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare par la présente qu'il a vérifié l'existence des conditions prévues aux articles 26, 26-3 et 26-5 de la loi du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, et déclare expressément qu'elles ont toutes été respectées.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont évalués à environ EUR 1.800.-

Assemblée générale des actionnaires Décisions de l'actionnaire unique

La partie comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'actionnaire unique:

1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3)

2) Les personnes suivantes ont été nommées administrateurs de la Société:

Madame Maria Tkachenko, demeurant professionnellement au 4, rue Jean Engling, L-1466, Luxembourg, est appelée à la fonction d'administrateur de Classe B de la Société.

Monsieur Gareth Stewart Pugh, demeurant professionnellement au 4, rue Jean Engling, L-1466, Luxembourg, est appelée à la fonction d'administrateur de Classe B de la Société.

Monsieur Simon Peter Fentham-Fletcher, demeurant au 15, 1 Nile Street, Londres N°1 7LX, Royaume-Uni est appelée à la fonction d'administrateur de Classe A de la Société.

3) Le nombre de commissaire aux comptes statutaire a été fixé à un (1)

La société suivante a été nommée commissaire aux comptes statutaire de la Société:

“EZD S.à r.l.”, établie et ayant son siège social à L-1466 Luxembourg, 4, rue Jean Engling, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 167127;

4) Les mandats de l'administrateur et du commissaire aux comptes statutaire se termineront à l'assemblée générale sur les comptes au 31 décembre 2020.

5) Le siège social est établi à L-1466 Luxembourg, 4, rue Jean Engling.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'a la requête de la présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la mandataire de la partie comparante, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ladite mandataire de la partie comparante a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. TKACHENKO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 18 février 2016. Relation: 1LAC/2016/5436. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 4 mars 2016.

Référence de publication: 2016075498/834.

(160040197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2016.

ORESC 12 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bartringen, 37, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 204.348.

STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the twenty-sixth day of the month of February;

Before the undersigned notary Danielle KOLBACH, residing in Redange/Attert (Grand Duchy of Luxembourg);

THERE APPEARED:

The private limited liability company incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg “Orpea Real Estate Luxembourg S.à r.l.”, having its registered office in L-8070 Bertrange, 37, rue du Puits Romain, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under number 196576,

here represented by Mr. Christian DOSTERT, employee, residing professionally in L-8510 Redange/Attert, 66, Grand-Rue (Grand Duchy of Luxembourg), (the “Proxy-holder”), by virtue of a proxy given under private seal; which proxy, after having been signed “ne varietur” by the Proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as said before, requests the officiating notary to enact the articles of association of a private limited liability company, (“Gesellschaft mit beschränkter Haftung”), to establish as follows:

Chapter A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. There is hereby formed a private limited liability company (“Gesellschaft mit beschränkter Haftung”) under the name of “ORESC 12 S.à r.l.”, (the “Company”), which will be governed by the present articles of association (the “Articles”) as well as by the respective laws and particularly by the modified law of 10 August 1915 on commercial companies (the “Law of 1915”).

Art. 2. The Company may proceed with the acquisition, management, development, sale and rental of any real estate, whether furnished or not, and in general, carry out all real estate operations with the exception of those reserved to a dealer in real estate.

The Company’s purpose is furthermore the participation in businesses and companies of any kind and the establishment, development, administration and supervision of businesses and companies. The Company may acquire its participations by subscription, contribution in kind, exercise of option rights and in any other way, manage and exploit them and dispose of them by sale, assignment, exchange or in any other way.

The Company may use its means to create, administer, develop and exploit a portfolio consisting of securities and patents of any kind and origin. For this it may acquire all kinds of securities by purchase, subscription or in any other way and alienate them by sale, assignment, exchange or in any other way.

The Company may give loans and grant advance payments and sureties to and for the benefit of its subsidiaries, affiliated companies or any other company in which it has an economic interest, as well as to companies belonging to the same group of companies, and support them in any way, under reserve and allowing for the respective legal provisions and without carrying on a bank business or of the financial sector. Moreover, it may borrow in any form with or without guaranty and mortgage, issue debt securities, loan notes or other debt instruments, pledge or otherwise hypothecate for the benefit of its own creditors or for the benefit of creditors of companies of the aforementioned kind.

Within the limits of its activity, the Company can grant mortgage, loans, with or without guarantee, and stand security for other persons or companies, within the limits of the applicable legal dispositions.

The Company may also carry out any commercial, industrial, financial, movable and immovable operations, which are in direct or indirect relation with its object or which may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 3. The duration of the Company is unlimited.

Art. 4. The Company's registered office is established in the municipality of Bertrange (Grand Duchy of Luxembourg).

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or the board of managers.

The registered office may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a collective decision of the corporate unit holders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The Company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand-Duchy of Luxembourg as well as abroad by a simple decision of the board of managers.

Chapter B. Corporate capital - Corporate units

Art. 5. The Company's capital is set at twelve thousand five hundred Euros (12,500.- EUR), represented by twelve thousand five hundred (12,500) corporate units with a nominal value of one Euro (1.- EUR) each.

Each corporate unit is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

The capital may be increased or decreased at any time as laid down in article 199 of the Law of 1915.

Art. 6. The Company will recognize only one holder per corporate unit.

The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 7. The Company's corporate units are freely transferable among corporate unit holders. Inter vivos, they may only be transferred to new corporate unit holders subject to the approval of such transfer given by the other corporate unit holders in a general meeting, at a majority of three quarters of the corporate capital.

In the event of death, the corporate units of the deceased corporate unit holder may only be transferred to new corporate unit holders subject to the approval of such transfer given by the other corporate unit holders in a general meeting, at a majority of three quarters of the remaining corporate capital. Such approval is, however, not required in case the corporate units are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 8. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the corporate unit holders will not cause the dissolution of the Company.

Art. 9. The creditors, the assignees and the heirs of the corporate unit holders may not for whatever reason affix seals to the property and the documents of the Company nor may they interfere in any manner in the management of the Company. They have to refer to the Company's inventories.

Chapter C. Management - Representation

Art. 10. The Company is managed by one or several managers, appointed by a resolution of the sole partner or the general meeting of partners, which sets the term of their office.

The manager(s) need not to be partner(s). If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers.

The managers may be dismissed "ad nutum".

Art. 11. All powers not expressly reserved by the Law of 1915 or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the sole manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either partners or not, by the sole manager, or if there are more than one manager, by any manager of the Company.

Art. 12. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of the chairman or any two managers at the place indicated in the convening notice.

Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy.

The board of managers can only deliberate and act legally, if the majority of the managers are present or represented. The resolutions of the board of managers are valid with the majority of the votes of the present or represented managers. Minutes of meetings of the board of managers will be signed by all managers present or represented at the meeting.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 13. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law of 1915.

Chapter D. Decisions of the sole corporate unit holder - Collective decisions of the corporate unit holders

Art. 14. Each corporate unit holder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of corporate units which he owns. Each corporate unit holder is entitled to as many votes as he holds or represents corporate units.

Art. 15. Collective decisions are only validly taken in so far they are adopted by corporate unit holders owning more than half of the corporate capital.

The amendment of these Articles requires the approval of a majority of corporate unit holders representing at least three quarters of the corporate capital.

Art. 16. The sole corporate unit holder exercises the powers granted to the general meeting of corporate unit holders under the provisions of section XII of the Law of 1915 concerning commercial companies, as amended.

Chapter E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 17. The Company's accounting year begins on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year.

Art. 18. Each year, with reference to December 31, the Company's accounts are established and the Managers prepare an annual account in the form of a financial statement including profits and losses.

Each corporate unit holder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortizations, expenses and other burdens is allocated as follows:

- five percent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal corporate capital;
- the remaining amount is at the disposal of the corporate unit holders.

Art. 19. The managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these Articles.

Chapter F. Dissolution - Liquidation

Art. 20. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be corporate unit holders, and which are appointed by the general meeting of corporate unit holders which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the corporate unit holders proportionally to the corporate units of the Company held by them.

Art. 21. Any litigation which will occur during the liquidation of the Company, either between the corporate unit holders themselves or between the manager(s) and the Company, will be settled insofar as the Company's business is concerned by arbitration in compliance with the civil procedure.

Art. 22. For all points not regulated by these bylaws, reference is made to the provisions of the modified Law of 1915 on commercial companies.

Transitory disposition

The first accounting year starts with the present day and ends on the 31st December 2016.

Subscription and payment of the corporate units

The Articles having thus been established, the twelve thousand five hundred (12,500) corporate units have been subscribed by the sole corporate unit holder, the company “Orpea Real Estate Luxembourg S.à r.l.”, pre-designated and represented as said before, and fully paid up by the aforesaid subscriber by payment in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred Euros (12,500.- EUR) is from this day on at the free disposal of the Company and proof thereof has been given to the undersigned notary, who expressly attests thereto.

Decisions taken by the sole corporate unit holder

Immediately after the incorporation of the Company, the aforementioned appearing party, representing the whole of the subscribed corporate capital, has adopted the following resolutions as sole corporate unit holder:

1. The registered office of the Company is established in L-8070 Bertrange, 37, rue du Puits Romain.
2. The following persons are appointed, for an undetermined period, as the managers of the Company:
 - Mr. Marc VERBRUGGEN, company director, born in Schaerbeek (Belgium) on June 24, 1955, residing professionally in B-1620 Drogenbos, Langestraat 366 (Belgium);
 - Mr. Sébastien MESNARD, directeur financier & administratif, born in Versailles (France) on April 13, 1970, residing professionally in F-10032 (CS), Puteaux, 12, rue Jean Jaurès (France);
 - Mr. Tom FABER, economist, born in Munich (Federal Republic of Germany), on November 5, 1979, residing professionally in L-8070 Bertrange, 37, rue du Puits Romain (Grand Duchy of Luxembourg).
3. The Company is validly bound in any circumstances and without restrictions by the sole signature of any manager.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand one hundred Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and German, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Redange/Attert, on the day stated at the beginning.

The deed having been read to the Proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by first and last name, civil status and residence, the said Proxy-holder has signed with Us, the notary, the present deed.

Es folgt die deutsche Fassung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendsechszehn, am sechszwanzigsten Tag des Monats Februar;

Vor der unterzeichneten Notarin Danielle KOLBACH, mit Amtssitz in Redingen/Attert (Großherzogtum Luxemburg);

IST ERSCHIENEN:

Die nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende Gesellschaft mit beschränkter Haftung „Orpea Real Estate Luxembourg S.à r.l.“, mit Sitz in L-8070 Bartringen, 37, rue du Puits Romain, eingetragen im Handels- und Firmenregister Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 196576,

hier vertreten durch Herrn Christian DOSTERT, Angestellter, beruflich wohnhaft in L-8510 Redingen/Attert, 66, Grand-Rue (Großherzogtum Luxemburg), (der „Bevollmächtigte“), auf Grund einer ihm erteilten Vollmacht unter Privatschrift; welche Vollmacht vom Bevollmächtigten und die amtierende Notarin „ne varietur“ unterschrieben, bleibt der gegenwärtigen Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche erschienene Partei, vertreten wie hiervoor erwähnt, den amtierenden Notar ersucht, die Statuten einer zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung zu beurkunden wie folgt:

Kapitel A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter der Bezeichnung „ORESC 12 S.à r.l.“ (die „Gesellschaft“) gegründet, welche durch gegenwärtige Satzungen (die „Statuten“), sowie durch die anwendbaren Gesetze und besonders durch das abgeänderte Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften (das „Gesetz von 1915“) geregelt wird.

Art. 2. Die Gesellschaft kann möblierte oder nicht möblierte Immobilien erwerben, verwalten, bewirtschaften, verkaufen oder diesbezüglich Mietverträge abschließen, und ganz allgemein Immobiliengeschäfte jeglicher Art tätigen mit der Ausnahme derer welche den Immobilienhändlern vorbehalten sind.

Der Gesellschaftszweck ist weiterhin die Beteiligung an Unternehmen und Gesellschaften jedweder Art und die Gründung, Entwicklung, Verwaltung und Kontrolle von Unternehmen und Gesellschaften. Die Gesellschaft kann ihre Beteiligungen durch Zeichnung, Erbringung von Einlagen, Ausübung von Kaufoptionen oder in sonstiger Art und Weise erwerben und durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder in sonstiger Art und Weise verwerten.

Die Gesellschaft kann ihre Mittel zur Schaffung, Verwaltung, Entwicklung und Verwertung eines Portfolios verwenden, welches sich aus Wertpapieren und Patenten jedweder Art und Herkunft zusammensetzen kann. Sie kann dabei alle Arten von Wertpapieren durch Ankauf, Zeichnung oder in sonstiger Art und Weise erwerben und diese durch Verkauf, Abtretung oder Tausch oder in sonstiger Weise veräußern.

Die Gesellschaft kann Unternehmen, an denen sie beteiligt ist oder ein wirtschaftliches Interesse hat, wie auch Unternehmen, die zu der gleichen Gruppe gehören, unter Vorbehalt und Beachtung der diesbezüglich zur Anwendung gelangenden gesetzlichen Bestimmungen, und ohne insoweit Geschäfte zu tätigen, die Bankgeschäfte oder Geschäfte des Finanzsektors sind, Darlehen, Vorschüsse oder Sicherheiten gewähren und diese in jedweder Art und Weise zu unterstützen. Sie kann darüber hinaus Darlehen mit oder ohne Garantie aufnehmen und Hypotheken, Pfandrechte und sonstige Sicherheiten aller Art zugunsten ihrer eigenen Gläubiger oder zugunsten von Gläubigern von Unternehmen der vorbezeichneten Art bestellen.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Die Gesellschaft kann außerdem alle anderen Operationen kommerzieller, industrieller, finanzieller, mobiliarer und immobilärer Art, welche sich direkt oder indirekt auf den Gesellschaftszweck beziehen oder denselben fördern, ausführen.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Bartringen (Großherzogtum Luxemburg).

Die Adresse des Gesellschaftssitzes kann Innerhalb der Gemeinde durch einen Beschluss des Geschäftsführers oder des Geschäftsführerrates verlegt werden.

Der Gesellschaftssitz kann auf Grund eines Beschlusses der Gesellschafter, welcher nach den gesetzlichen Regelungen, die für eine Änderungen der Statuten maßgeblich sind, ergeht, an jeden anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Niederlassungen, Filialen, Agenturen, Büros oder andere Geschäftsstellen sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichten.

Kapitel B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR), aufgeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nominalwert von je einem Euro (1,- EUR).

Jeder Anteil gewährt jeweils ein Stimmrecht bei ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen.

Das Kapital kann zu jedem Zeitpunkt erhöht oder herabgesetzt werden sowie dies in Artikel 199 des Gesetzes von 1915 festgelegt ist.

Art. 6. Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Eigentümer pro Anteil an.

Miteigentümer eines einzelnen Anteils müssen eine Person ernennen, die beide gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Art. 7. Die Anteile können zwischen den Gesellschaftern frei übertragen werden. Die Übertragung der Gesellschaftsanteile zu Lebzeiten an Dritte bedarf der Zustimmung der Gesellschafter, die drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Die Übertragung von Todes wegen an Dritte bedarf der Zustimmung der Gesellschafter, die drei Viertel des restlichen Gesellschaftskapitals vertreten. Keine Zustimmung ist erforderlich, wenn die Übertragung an Aszendenten, Deszendenten oder an den überlebenden Ehegatten erfolgt.

Art. 8. Der Tod, der Verlust der Bürgerrechte, der Konkurs oder die Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters wird nicht die Auflösung der Gesellschaft herbeiführen.

Art. 9. Es ist den Gläubigern, den Rechtsnachfolgern und den Erben der Teilhaber untersagt, die Güter und Dokumente der Gesellschaft aus welchem Grund auch immer versiegeln zu lassen oder sich irgendwie in die Verwaltungshandlungen einzumischen. Für die Ausübung ihrer Rechte müssen sie sich auf die Gesellschaftsinventare stützen.

Kapitel C. Verwaltung - Vertretung

Art. 10. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer verwaltet, ernannt durch einen Beschluss des Einzelgesellschafters oder der Gesellschafterversammlung, welche die Dauer ihrer Mandate festlegt.

Der (die) Geschäftsführer müssen nicht Gesellschafter sein. Im Fall der Ernennung mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung.

Die Geschäftsführer sind „ad nutum“ abrufbar.

Art. 11. Sämtliche nicht ausdrücklich durch das Gesetz von 1915 oder die vorliegenden Statuten der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse fallen in die Zuständigkeit des Geschäftsführers bzw. bei mehreren Geschäftsführern in die Zuständigkeit der Geschäftsführung, der/die mit sämtlichen Befugnissen ausgestattet ist, um alle mit dem Gesellschaftszweck zu vereinbarenden Handlungen und Geschäfte vorzunehmen und zu genehmigen.

Jeder Geschäftsführer kann beschränkte Sondervollmachten für besondere Aufgaben an einen oder mehrere Bevollmächtigte erteilen, der/die kein(e) Gesellschafter zu sein braucht/brauchen.

Art. 12. Die Geschäftsführung versammelt sich so oft, wie es die Interessen der Gesellschaft erfordern sowie auf Einberufung eines der Geschäftsführer an dem in der Einberufung angegebenen Versammlungsort.

Jeder Geschäftsführer erhält für jede Versammlung der Geschäftsführung mindestens 24 (vierundzwanzig) Stunden vor dem für die Versammlung vorgesehenen Zeitpunkt eine mündliche oder schriftliche Mitteilung, außer im Falle einer Dringlichkeit; in einem solchen Fall wird die Art dieser Dringlichkeit (und ihre Gründe) in der Einberufung der Versammlung der Geschäftsführung kurz angegeben.

Die Versammlung kann ohne vorherige Einberufung rechtsgültig abgehalten werden, wenn alle Geschäftsführer der Gesellschaft bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie ordnungsgemäß über die Versammlung und ihre Tagesordnung informiert worden sind. Auf die Einberufung kann auch verzichtet werden, wenn das schriftliche Einverständnis jedes Geschäftsführers der Gesellschaft entweder in Urschrift oder als Telegramm, Fax, Telex oder E-Mail vorliegt.

Jeder Geschäftsführer kann sich durch schriftliche Ernennung eines anderen Geschäftsführers zu seinem Vertreter bei den Versammlungen der Geschäftsführung vertreten lassen.

Die Geschäftsführung kann nur rechtsgültig beraten und handeln, wenn die Mehrheit der Geschäftsführer anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse der Geschäftsführung werden rechtsgültig mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Die Protokolle der Versammlungen der Geschäftsführung werden von allen bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführern unterzeichnet.

Jeder Geschäftsführer kann an der Versammlung der Geschäftsführung mittels Telefon- oder Videokonferenz oder ähnlicher Kommunikationsmittel teilnehmen, bei denen sämtliche Versammlungsteilnehmer sich hören und miteinander sprechen können. Die Teilnahme an der Versammlung durch eines dieser Mittel gilt als der persönlichen Teilnahme an der Versammlung gleichwertig.

Die von allen Geschäftsführern unterzeichneten Umlaufbeschlüsse gelten als rechtsgültig gefasst, als wären sie in einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Versammlung der Geschäftsführung gefasst worden. Die Unterschriften der Geschäftsführer können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren, per Brief oder Telefax verschickten Kopien eines identischen Beschlusses angebracht werden.

Art. 13. Die Geschäftsführer übernehmen auf der Grundlage ihres Amtes keine persönliche Haftung für Verpflichtungen, die sie im Namen der Gesellschaft eingegangen sind, soweit diese Verpflichtungen in Übereinstimmung mit den Statuten und den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 eingegangen wurden.

Kapitel D. Entscheidungen des alleinigen Gesellschafters - Hauptversammlungen der Gesellschafter

Art. 14. Jeder Gesellschafter kann an den Hauptversammlungen der Gesellschaft teilnehmen, unabhängig von der Anzahl der in seinem Eigentum stehenden Anteile. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Gesellschaftsanteile besitzt oder vertritt.

Art. 15. Die Beschlüsse der Gesellschafter sind nur rechtswirksam, wenn sie von Gesellschaftern angenommen werden, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten.

Die Abänderung der Statuten benötigt die Zustimmung (i) der einfachen Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die wenigstens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Art. 16. Sollte die Gesellschaft einen alleinigen Gesellschafter haben, so übt dieser die Befugnisse aus, die der Hauptversammlung gemäß Sektion XII des Gesetzes von 1915 zustehen.

Kapitel E. Geschäftsjahr - Konten - Gewinnausschüttungen

Art. 17. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember jeden Jahres.

Art. 18. Jedes Jahr, am 31. Dezember, werden die Konten abgeschlossen und die Geschäftsführer erstellen den Jahresabschluss in Form einer Bilanz nebst Gewinn- und Verlustrechnung.

Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in das Inventar und die Bilanz nehmen.

Der nach Abzug der Kosten, Abschreibungen, Rückstellungen und sonstigen Lasten verbleibende Nettogewinn wird wie folgt verteilt:

- fünf Prozent (5%) des Gewinnes werden der gesetzlichen Reserve zugeführt, gemäß den gesetzlichen Bestimmungen, bis diese 10% des gezeichneten Kapitals erreicht;
- der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur Verfügung.

Art. 19. Die Geschäftsführer können beschließen, Abschlagsdividenden auszuschütten, und zwar auf Grundlage eines von den Geschäftsführern erstellten Abschlusses, aus dem hervorgeht, dass ausreichend Mittel zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag selbstverständlich nicht die seit dem Ende des letzten Steuerjahres erzielten Gewinne überschreiten darf, zuzüglich der übertragenen Gewinne und der verfügbaren Reserven und abzüglich der übertragenen Verluste und der Summen, die einer gesetzlich oder durch diese Statuten vorgeschriebenen Reserve zugewiesen werden.

Kapitel F. Gesellschaftsauflösung - Liquidation

Art. 20. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren von der Hauptversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Hauptversammlung legt Befugnisse und Vergütungen der Liquidatoren fest. Die Liquidatoren haben alle Befugnisse zur Verwertung der Vermögensgüter und Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Der nach Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft bestehende Überschuss wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu dem ihnen zustehenden Kapitalanteil aufgeteilt.

Art. 21. Sämtliche Streitigkeiten, welche während der Liquidation der Gesellschaft, sei es zwischen den Teilhabern selbst, sei es zwischen dem oder den Geschäftsführern und der Gesellschaft entstehen, werden, soweit es sich um die Gesellschaftsangelegenheiten handelt, durch Schiedsgericht entsprechend der Zivilprozessordnung entschieden.

Art. 22. Für alle Punkte, die nicht in den Statuten festgelegt sind, wird auf die Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes von 1915 über die Handelsgesellschaften, verwiesen.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit dem heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2016.

Zeichnung und Zahlung der Anteile

Nach Feststellung der Statuten, wie vorstehend erwähnt, sind die zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile durch die alleinige Gesellschafterin, die Gesellschaft „Orpea Real Estate Luxembourg S.à r.l.“, vorgenannt und vertreten wie hiervor erwähnt, gezeichnet und voll in bar eingezahlt worden, so dass der Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde, welcher dies ausdrücklich bestätigt.

Beschlussfassung der alleinigen Gesellschafterin

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft, hat die erschienene Partei, welche das gesamte gezeichnete Gesellschaftskapital vertritt, als Alleingesellschafterin folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-8070 Bartringen, 37, rue du Puits Romain.
2. Folgende Personen werden, für eine unbestimmte Dauer, zu Geschäftsführern der Gesellschaft ernannt:
 - Herr Marc VERBRUGGEN, Geschäftsführer, geboren in Schaerbeek (Belgien), am 24. Juni 1955, beruflich wohnhaft in B-1620 Drogenbos, Langestraat 366 (Belgien);
 - Herr Sébastien MESNARD, directeur financier & administratif, geboren in Versailles (Frankreich), am 13. April 1970, beruflich wohnhaft in F-10032 (CS), Puteaux, 12, rue Jean Jaurès (Frankreich);
 - Herr Tom FABER, Economist, geboren in München (Bundesrepublik Deutschland), am 5. November 1979, beruflich wohnhaft in L-8070 Bartringen, 37, rue du Puits Romain (Großherzogtum Luxemburg).
3. Die Gesellschaft wird rechtmäßig vertreten in allen Umständen und ohne Einschränkungen durch die Einzelunterschrift eines Geschäftsführers.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde entstehen und für die sie haftet, wird auf ungefähr tausendeinhundert Euro abgeschätzt.

Erklärung

Die unterzeichnete Notarin, welche Englisch und Deutsch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass, auf Wunsch der erschienenen Partei, die vorliegende Urkunde in Englisch abgefasst ist, gefolgt von einer deutschen Fassung; auf Ersuchen derselben erschienenen Partei, und im Falle von Divergenzen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, wird die englische Fassung maßgeblich sein.

WORÜBER, die vorliegende notarielle Urkunde in Redingen/Attert, an dem anfangs oben angegebenen Tag, erstellt wurde.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der erschienenen Partei, handelnd wie hiervor erwähnt, der instrumentierenden Notarin nach Vor- und Zunamen, Personenstand und Wohnort bekannt, hat besagter Bevollmächtigter mit Uns, der Notarin, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: C. DOSTERT - D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch-Actes Civils, le 29 février 2016. Relation: DAC/2016/3118. Reçu: 75,- €.

Le Receveur (signé): J. THOLL.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, erteilt;

Redingen/Attert, am 04. März 2016.

Référence de publication: 2016075476/359.

(160039851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2016.

Pegaso Transportation Investments S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 168.242.

In the year two thousand and sixteenth, on the twenty-ninth of January.

Before Us, Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

Is held

an extraordinary general meeting of the shareholders of the corporate partnership limited by shares incorporated and existing in the Grand Duchy of Luxembourg under the name "Pegaso Transportation Investments S.C.A." (hereinafter, the Company), with registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 168242, incorporated pursuant to a deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, dated April 5, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 1304, dated May 25, 2012 and whose articles of association have been last amended pursuant to a deed of Maître Gérard Lecuit, prenamed, dated October 10, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2902, dated November 29, 2012.

The meeting is chaired by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employee, with professional address at Pétange.

The chairman appoints as secretary Mrs Marisa GOMES, employee, with professional address at Pétange.

The meeting elects as scrutineer Mrs Marisa GOMES, employee, with professional address at Pétange.

The chairman declares and requests the notary to state that:

The shareholders present or duly represented by virtue of six (6) proxies, and the number of their shares are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be registered with these minutes.

As appears from said attendance list, one hundred per cent (100%) of the Company's share capital, presently set at four hundred ninety seven thousand sixty two Euro (EUR 497.062,00), are present or represented at the present general meeting so that the meeting can validly decide on all the items of its agenda.

Agenda

I. Creation of a new class of shares namely the class E shares, having a nominal value of one Euro (EUR 1,00) each in the share capital of the Company, vested with the rights set forth hereinafter (the Class E Shares);

II. Conversion of the one hundred thousand (100.000) class A shares and sixty-two (62) class B shares, all having a nominal value of one Euro (EUR 1,00) each, all held by Angelini Partecipazioni Finanziarie srl, a private limited liability company (società a responsabilità limitata) established and existing under the laws of Italy, having its registered office at Via Nocera Umbra, 75, 00181 Roma, Italy and registered with the Italian Tax Administration under tax number 00515840254 (Angelini) in the share capital of the Company, into one hundred thousand sixty-two (100.062) Class E Shares;

III. Increase of the share premium account of the Company linked to the Class E Shares in the amount of six million seventy-six thousand two hundred Euro and nine cents (EUR 6.076.200,09) and subscription thereof by Angelini, by payment in kind in the total amount of six million seventy-six thousand two hundred Euro and nine cents (EUR 6.076.200,09) consisting in a receivable in the same amount held by Angelini against the Company; which receivable is incontestable, payable and due.

IV. Amendment of article 5, first paragraph of the Company's articles of associations to give it henceforth the following content:

“ **Art. 5. Share Capital.** The issued and fully paid up share capital of the Company is set at four hundred ninety seven thousand sixty two Euro (EUR 497.062,00) represented by

- three hundred ninety-six thousand seven hundred fifty (396.750) class A shares;
- two hundred forty-eight (248) class B shares;
- one (1) class C share (unlimited share);
- one (1) class D share; and
- one hundred thousand sixty-two (100.062) class E shares;

each with a nominal value of one Euro (EUR 1,00) and such rights, obligations and terms as set forth in the Articles.”

V. Amendment of article 11 paragraph 1 of the Company's articles of associations to give it henceforth the following content:

“ **Art. 11. Management.** The Company shall be managed by Pegaso Transportation, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under Luxembourg laws, having its registered office at 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, with a share capital of EUR 12.500,00 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under registration number B 168164, in its capacity as sole unlimited shareholder («actionnaire-gérant-commandité») of the Company (herein referred to as the «Gérant» or the «GP»).”

VI. Amendment of article 23 of the Company's articles of associations to give it henceforth the following content:

“ **Art. 23. Specific economic rights.** Subject to the availability of Co-Investors SPV Available Amount (and without prejudice to any specific subordination rights which may be provided for in any Instruments), any amount distributed by the Co-Investors SPV shall be applied as follows:

(a) first, an amount equal to the Z Amount (as such term is defined in the bylaws of LuxCo SPV) (if any) shall be allocated to the holders of class B shares;

(b) second, and after full payment of the Z amount (if any), to each holder of class A shares, class B shares, class D shares, class E shares and the GP pro rata to their shareholding, and regarding the holders of class A shares and the holders of class E shares, until they have received respectively, 100% of the A Co-Investors SPV Funding Amount and 100% of the E Co-Investors SPV Funding Amount;

(c) third, and to the extent the A Co-Investors SPV Funding Amount and the E Co-Investors SPV Funding Amount have been paid in full, any additional amount available for distribution shall be distributed concomitantly as follows:

1. to the holder of class E shares pro rata to the E Co-Investors Ratio less the Class E Costs which shall be reintegrated in the amount to be distributed to the holders of class A shares and class B shares in accordance with point 2 below; and

2. to the holder of class A shares, pro rata to their respective A Co-Investors Ratio, less 10% of such amount which is not distributed to the holders of class

A shares and shall instead be distributed to the holders of class B shares, to the extent that the holders of class A shares have received back the A Co-Investors SPV Funding Amount plus a preferred return of 8% per annum compounded annually, - or otherwise to the holder of class A shares”.

VII. Insertion of the following definitions in article 27 of the Company's articles of associations:

“A Co-Investors Ratio	means, with respect to a holder of class A shares, the portion of the A Co-Investors SPV Funding Amount he/she/it invested in the Co-Investors SPV divided by the total amount invested by all the Co-Investors;”
“Angelini	means Angelini Partecipazioni Finanziarie srl;”
“Class E Costs	means all properly documented fees, costs and other expenses of any advisers (including investment banks, lawyers, notaries or accountants) which are directly connected to (i) any distributions to be made to the holder of class E shares and which are incurred by the Co-Investors SPV, and (ii) any subsequent required amendment to the bylaws of Co-Investors SPV, any agreement, the financing instruments held by Angelini as well as to any other relevant document and which are connected to the creation of the class E shares and which are incurred by the Co-Investors SPV;”
“E Co-Investors Ratio	means, with respect to a holder of class E shares, the portion of the E Co-Investors SPV Funding Amount he/she/it invested in the Co-Investors SPV divided by the total amount invested by all the investors in the Co-Investors SPV;”
“E Co-Investors SPV Funding Amount	means the aggregate amount invested by the Co-Investors in the Co-Investors SPV by the subscription to class E shares (including any share premium linked to the class E shares) as well as to any other type of Securities which may be issued from time to time;”
“LuxCo SPV	means Pegaso Transportation International S.C.A., a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions), established and existing under Luxembourg law, having its registered office at 20, rue de la poste, L-2346 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 168260;”

VIII. Amendment of the following definition in article 27 of the Company's articles of associations:

“Securities means (i) any class A shares, class B shares, class C shares, class D shares, class E shares and convertible preferred equity certificates or other security or instrument which may be issued from time to time by the Company, (ii) any other share, warrant or other security which may be issued from time to time by the Company entitling, or which may entitle, directly or indirectly, at any moment, by conversion, exchange, refund, presentation, or exercise of a warrant, or in any other way, to attribution of shares or other securities representing or giving access to a portion of the capital of the Company, (iii) any preferential subscription right for any increase of capital by way of contribution in cash of the Company or attribution rights for increases of capital of the Company by way of capitalisation of reserves, and (iv) any other securities similar to those mentioned above issued or allocated by any entity as a result of a transformation, merger, demerger, partial contribution of assets or similar transaction of the Company;”

Resolutions

I. The meeting resolves to a new class of shares namely the class E shares, having a nominal value of one Euro (EUR 1,00) each in the share capital of the Company, vested with the rights set forth hereinafter (the Class E Shares).

II. The meeting resolves to convert the one hundred thousand (100.000) class A shares and sixty-two (62) class B shares, all having a nominal value of one Euro (EUR 1,00) each, all held by Angelini Partecipazioni Finanziarie srl, a private limited liability company (società a responsabilità limitata) established and existing under the laws of Italy, having its registered office at Via Nocera Umbra, 75, 00181 Roma, Italy and registered with the Italian Tax Administration under tax number 00515840254 (Angelini) in the share capital of the Company, into one hundred thousand sixty-two (100.062) Class E Shares.

III. The meeting resolves to increase the share premium account of the Company linked to the Class E Shares in the amount of six million seventy-six thousand two hundred Euro and nine cents (EUR 6.076.200,09) (the Share Premium Increase).

Angelini resolves to subscribe to the Share Premium Increase, and to fully pay it up by payment in kind in the total amount of six million seventy-six thousand two hundred Euro and nine cents (EUR 6.076.200,09) consisting in a receivable in the same amount held by Angelini against the Company; which receivable is incontestable, payable and due.

The total value of the receivable to be converted is declared by the independent auditor to be in the aggregate amount of six million seventy-six thousand two hundred Euro and nine cents (EUR 6.076.200,09), which valuation has been accepted by the Company.

The conclusion of the independent auditor's report, a copy of which shall remain attached hereto for registration purposes, is worded as follows:

“Based on our review, nothing has come to our attention that causes us to believe that the total value of the Contributed Assets is not at least equal to its nominal value.”

IV. Further to the above mentioned resolutions, the meeting resolves to amend article 5, first paragraph of the Company's articles of associations to give it henceforth the following content:

“ **Art. 5. Share Capital.** The issued and fully paid up share capital of the Company is set at four hundred ninety seven thousand sixty two Euro (EUR 497.062,00) represented by

- three hundred ninety-six thousand seven hundred fifty (396.750) class A shares;
- two hundred forty-eight (248) class B shares;
- one (1) class C share (unlimited share);
- one (1) class D share; and
- one hundred thousand sixty-two (100.062) class E shares;

each with a nominal value of one Euro (EUR 1,00) and such rights, obligations and terms as set forth in the Articles.”

V. The meeting resolves to amend article 11 paragraph 1 of the Company's articles of associations to give it henceforth the following content:

“ **Art. 11. Management.** The Company shall be managed by Pegaso Transportation, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under Luxembourg laws, having its registered office at 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, with a share capital of EUR 12.500,00 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under registration number B 168164, in its capacity as sole unlimited shareholder («actionnaire-gérant-commandité») of the Company (herein referred to as the «Gérant» or the «GP»).”

VI. Further to the above mentioned resolutions, the meeting resolves to amend article 23 of the Company's articles of associations to give it henceforth the following content:

“ **Art. 23. Specific economic rights.** Subject to the availability of Co-Investors SPV Available Amount (and without prejudice to any specific subordination rights which may be provided for in any Instruments), any amount distributed by the Co-Investors SPV shall be applied as follows:

(a) first, an amount equal to the Z Amount (as such term is defined in the bylaws of LuxCo SPV) (if any) shall be allocated to the holders of class B shares;

(b) second, and after full payment of the Z amount (if any), to each holder of class A shares, class B shares, class D shares, class E shares and the GP pro rata to their shareholding, and regarding the holders of class A shares and the holders of class E shares, until they have received respectively, 100% of the A Co-Investors SPV Funding Amount and 100% of the E Co-Investors SPV Funding Amount;

(c) third, and to the extent the A Co-Investors SPV Funding Amount and the E Co-Investors SPV Funding Amount have been paid in full, any additional amount available for distribution shall be distributed concomitantly as follows:

1. to the holder of class E shares pro rata to the E Co-Investors Ratio less the Class E Costs which shall be reintegrated in the amount to be distributed to the holders of class A shares and class B shares in accordance with point 2 below; and

2. to the holder of class A shares, pro rata to their respective A Co-Investors Ratio, less 10% of such amount which is not distributed to the holders of class A shares and shall instead be distributed to the holders of class B shares, to the extent that the holders of class A shares have received back the A Co-Investors SPV Funding Amount plus a preferred return of 8% per annum compounded annually, - or otherwise to the holder of class A shares”.

VII. The meeting resolves to insert the following definitions in article 27 of the Company's articles of associations:

“A Co-Investors Ratio	means, with respect to a holder of class A shares, the portion of the A Co-Investors SPV Funding Amount he/she/it invested in the Co-Investors SPV divided by the total amount invested by all the Co-Investors;”
“Angelini	means Angelini Partecipazioni Finanziarie srl;”
“Class E Costs	means all properly documented fees, costs and other expenses of any advisers (including investment banks, lawyers, notaries or accountants) which are directly connected to (i) any distributions to be made to the holder of class E shares and which are incurred by the Co-Investors SPV, and (ii) any subsequent required amendment to the bylaws of Co-Investors SPV, any agreement, the financing instruments held by Angelini as well as to any other relevant document and which are connected to the creation of the class E shares and which are incurred by the Co-Investors SPV;”
“E Co-Investors Ratio	means, with respect to a holder of class E shares, the portion of the E Co-Investors SPV Funding Amount he/she/it invested in the Co-Investors SPV divided by the total amount invested by all the investors in the Co-Investors SPV;”
“E Co-Investors SPV	means the aggregate amount invested by the Co-Investors in the Co-Investors SPV by the subscription to class E shares (including any share premium linked to the class E shares) as well as to any other type of Securities which may be issued from time to time;”
Funding Amount	
“LuxCo SPV	means Pegaso Transportation International S.C.A., a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions), established and existing under Luxembourg law, having its registered office at 20, rue de la poste, L-2346 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 168260;”

VIII. Further to the above mentioned resolutions, the meeting resolves to amend the following definition in article 27 of the Company's articles of associations

“Securities	means (i) any class A shares, class B shares, class C shares, class D shares, class E shares and convertible preferred equity certificates or other security or instrument which may be issued from time to time by the Company, (ii) any other share, warrant or other security which may be issued from time to time by the Company entitling, or which may entitle, directly or indirectly, at any moment, by conversion, exchange, refund, presentation, or exercise of a warrant, or in any other way, to attribution of shares or other securities representing or giving access to a portion of the capital of the Company, (iii) any preferential subscription right for any increase of capital by way of contribution in cash of the Company or attribution rights for increases of capital of the Company by way of capitalisation of reserves, and (iv) any other securities similar to those mentioned above issued or allocated by any entity as a result of a transformation, merger, demerger, partial contribution of assets or similar transaction of the Company;”
-------------	---

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified that the conditions provided for in article 26 of the Law, have all been complied with.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxy holder of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Pétange, on the date first written above.

The document having been read to the members of the bureau and the proxy holder of the appearing persons, who are known to the notary by their full name, civil status and residence, they signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le vingt-neuf janvier.

Par-devant Nous, Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société en commandite par actions établie dans le Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination «Pegaso Transportation Investments S.C.A.» (ci-après, la Société), ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 168242, constituée par acte de Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 5 avril 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1304, en date du 25 mai 2012, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte de Maître Gérard Lecuit, prénommé, en date du 10 octobre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2902, en date du 29 novembre 2012.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée, ayant son adresse professionnelle à Pétange.

Le président désigne comme secrétaire Madame Marisa GOMES, employé, ayant son adresse professionnelle à Pétange.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Marisa GOMES, employé, ayant son adresse professionnelle à Pétange.

Le président déclare et prie le notaire d'acter que:

Les actionnaires présents ou dûment représentés en vertu de six (6) procurations, et le nombre d'actions détenues sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence, ainsi que les procurations, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Il appert de cette liste de présence que cent pour cent (100%) du capital social de la Société, actuellement fixé à quatre cent quatre-vingt-dix-sept mille soixante-deux Euro (EUR 497.062,00), sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale, de sorte que l'assemblée peut valablement délibérer sur tous les points portés à son ordre du jour.

Ordre du jour

I. Création d'une nouvelle catégorie d'actions, nommément les actions de catégorie E, ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune dans le capital social de la Société et ayant les droits définis ci-après (les Actions de Catégorie E);

II. Conversion des cent milles (100.000) actions de catégorie A et soixante-deux (62) actions de catégorie B, toutes ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune, toutes détenues par Angelini Partecipazioni Finanziarie srl, une société à responsabilité limitée (società a responsabilità limitata) établie et existante en vertu des lois italiennes, ayant son siège social à Via Nocera Umbra, 75, 00181 Rome, Italie et immatriculée auprès de l'Administration Fiscale Italienne sous le numéro fiscal 00515840254 (Angelini) dans le capital social de la Société, en cent mille soixante-deux (100.062) Actions de Catégorie E.

III. Augmentation du compte de prime d'émission de la Société lié aux Actions de Catégorie E pour un montant de six millions soixante-seize mille deux cents Euro et neuf centimes (EUR 6.076.200,09) et souscription à cette augmentation par Angelini, par paiement en nature d'un montant total de six millions soixante-seize mille deux cents Euro et neuf centimes (EUR 6.076.200,09) consistant en une créance d'un même montant détenue par Angelini contre la Société; laquelle créance est certaine, liquide et exigible.

IV. Modification de l'article 5, premier paragraphe des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital Social.** Le capital social émis et libéré de la Société est fixé à quatre cent quatre-vingt-dix-sept mille soixante-deux Euros (EUR 497.062,00) divisé en:

- trois cent quatre-vingt-seize mille sept cent cinquante (396.750) actions de catégorie A;
- deux cent quarante-huit (248) actions de catégorie B;
- une (1) action de catégorie C;
- une (1) action de catégorie D; et
- cent mille soixante-deux (100.062) actions de catégorie E;

chacune d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) avec les droits, obligations et termes tels que définis dans les Statuts.»

V. Modification de l'article 11 paragraphe 1 des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 11. Gérance.** La Société sera gérée par Pegaso Transportation, une société à responsabilité limitée constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec son siège social au 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, ayant un capital social de EUR 12.500,00 et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) sous le numéro B 168164, en tant que actionnaire-gérant-commandité unique de la Société (dénommé «Gérant» ou «GP»).»

VI. Modification de l'article 23 des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 23. Droits économiques spécifiques.** Sous réserve de la disponibilité du Montant Disponible de Co-Investors SPV (et sans préjudice quant aux droits de subordination spécifiques qui pourront être prévus dans des Instruments), tout montant distribué par Co-Investors SPV doit s'appliquer comme suit:

(a) premièrement, un montant égal au Montant Z (tel que défini dans les statuts de LuxCo SPV) (le cas échéant) sera alloué aux détenteurs d'actions de catégorie B;

(b) deuxièmement, et après complet paiement du Montant Z (le cas échéant), à chaque détenteur d'actions de catégorie A, de catégorie B, de catégorie D, de catégorie E et au Gérant au pro rata de leur détention, et concernant les détenteurs d'actions de catégorie A et de catégorie E, jusqu'à ce qu'ils aient reçu respectivement, 100% du Montant de Financement Co-Investors SPV A et 100% du Montant de Financement Co-Investors SPV E;

(c) troisièmement et dans la mesure où le Montant de Financement Co-Investors SPV A et le Montant de Financement Co-Investors SPV E ont été intégralement payés, tout montant additionnel disponible à la distribution devra être distribué concomitamment de la façon suivante:

1. aux détenteurs d'actions de catégorie E au pro rata du Ratio Co-Investors E moins les Coûts des Actions E qui devra être réintégré au montant devant être distribué aux détenteurs d'actions de catégorie A et de catégorie B selon les modalités prévues sous le point 2 ci-dessous; et

2. aux détenteurs d'actions de catégorie A, au pro rata de leur Ratio Co-Investors A respectif, moins 10% de ce montant qui ne sera pas distribué aux détenteurs d'actions de catégorie A et devra être distribué aux détenteurs d'actions de catégorie B à la place, dans la mesure où les détenteurs d'actions de catégorie A ont reçu le Montant de Financement Co-Investors SPV A plus un retour préférentiel de 8% par an composés annuellement, - ou autrement aux détenteurs d'actions de catégorie A.»

VII. Insertion des définitions suivantes dans l'article 27 des statuts de la Société:

«Angelini	signifie Angelini Partecipazioni Finanziarie srl;»
«Coûts des Actions E	signifie tous les frais, coûts et autres dépenses de tout conseillers (incluant les banques d'investissement, les avocats, les notaires ou les comptables) correctement documentés et qui sont directement liés à (i) toute distribution devant être faite au détenteur d'actions de catégorie E et qui sont dus par le Co-Investors SPV, et (ii) toute modification nécessaire aux statuts de la Société, à tout contrat, aux instruments de financement détenus par Angelini ainsi qu'à tout autre document concerné relatif à la création des actions de catégorie E et qui sont dus par le Co-Investors SPV;»
«LuxCo SPV	signifie Pegaso Transportation International S.C.A., une société en commandite par actions établie et existante en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 20, rue de la poste, L-2346 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 168260;»
«Montant de Financement Co-Investors SPV E	signifie le montant d'ensemble investi par les Co-Investisseurs dans le Co-Investors SPV par la souscription d'actions de catégorie E (y compris toute prime d'émission liée aux actions de catégorie E) ainsi que tout autre type de Valeur Mobilière qui pourra être émis de temps en temps;»
«Ratio Co-Investors A	signifie, concernant un détenteur d'actions de catégorie A, la portion du Montant de Financement Co-Investors SPV A qu'il/elle a investi dans Co-Investors SPV divisé par le montant total investi par tous les Co-Investisseurs;»
«Ratio Co-Investors E	signifie, concernant un détenteur d'actions de catégorie E, la portion du Montant de Financement Co-Investors SPV E qu'il/elle a investi dans Co-Investors SPV divisé par le montant total investi par tous les Co-Investisseurs;»

VIII. Modification de l'article 27 des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

«Valeurs Mobilières signifie (i) toutes actions de catégorie A, de catégorie B, de catégorie C, de catégorie D, de catégorie E et certificats de parts sociales privilégiés convertibles, ou toute autre valeur mobilière ou instrument qui peuvent être émis de temps à autre par la Société, (ii) tout autre action, warrant ou autre valeur mobilière qui peuvent être émises de temps à autre par la Société permettant, ou pouvant permettre, directement ou indirectement, à tout moment, par voie de conversion, échange, remboursement, financement, présentation, ou exercice d'un warrant ou de toute autre manière, l'attribution d'actions ou d'autres valeurs mobilières représentant ou donnant accès à une portion du capital de la Société, (iii) tout droit préférentiel de souscription pour toute augmentation de capital par voie d'apport en numéraire de la Société ou d'attribution de droits pour les augmentations de capital de la Société par incorporation de réserves, et (iv) toutes autres valeurs mobilières similaires à celles mentionnées ci-avant émises ou allouées par toute entité résultant d'une transformation, fusion, scission, apport partiel d'actifs ou transaction similaire de la Société;»

Résolutions

I. L'assemblée décide de créer une nouvelle catégorie d'actions, nommément les actions de catégorie E, ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune dans le capital social de la Société et ayant les droits définis ci-après (les Actions de Catégorie E).

II. L'assemblée décide de convertir les cent milles (100.000) actions de catégorie A et soixante-deux (62) actions de catégorie B, toutes ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune, toutes détenues par Angelini Partecipazioni Finanziarie srl, une société à responsabilité limitée (società a responsabilità limitata) établie et existante en vertu des lois italiennes, ayant son siège social à Via Nocera Umbra, 75, 00181 Rome, Italie et immatriculée auprès de l'Administration Fiscale Italienne sous le numéro fiscal 00515840254 (Angelini) dans le capital social de la Société, en cent mille soixante-deux (100.062) Actions de Catégorie E.

III. L'assemblée décide d'augmenter le compte de prime d'émission de la Société lié aux Actions de Catégorie E pour un montant de six millions soixante-seize mille deux cents Euro et neuf centimes (EUR 6.076.200,09) (l'Augmentation du Compte de Prime d'Emission).

Angelini décide de souscrire à l'Augmentation du Compte de Prime d'Emission, et de la libérer entièrement par paiement en nature d'un montant total de six millions soixante-seize mille deux cents Euro et neuf centimes (EUR 6.076.200,09) consistant en une créance d'un même montant détenue par Angelini contre la Société; laquelle créance est certaine, liquide et exigible.

La valeur totale de la créance devant être convertie est déclarée par le réviseur d'entreprises être d'un montant total de six millions soixante-seize mille deux cents Euro et neuf centimes (EUR 6.076.200,09), valeur qui a été acceptée par la Société.

La conclusion du rapport du réviseur d'entreprises, dont une copie restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement, est libellée comme suit:

«Sur la base de notre revue, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur totale des Actifs Contribués n'est pas au moins égale à leur valeur nominale».

IV. Suite aux résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier l'article 5, premier paragraphe des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital Social.** Le capital social émis et libéré de la Société est fixé à quatre cent quatre-vingt-dix-sept mille soixante-deux Euros (EUR 497.062,00) divisé en:

- trois cent quatre-vingt-seize mille sept cent cinquante (396.750) actions de catégorie A;
- deux cent quarante-huit (248) actions de catégorie B;
- une (1) action de catégorie C;
- une (1) action de catégorie D; et
- cent mille soixante-deux (100.062) actions de catégorie E;

chacune d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) avec les droits, obligations et termes tels que définis dans les Statuts.»

V. L'assemblée décide de modifier l'article 11 paragraphe 1 des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 11. Gérance.** La Société sera gérée par Pegaso Transportation, une société à responsabilité limitée constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec son siège social au 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, ayant un capital social de EUR 12.500,00 et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) sous le numéro B 168164, en tant que actionnaire-gérant-commandité unique de la Société (dénommé «Géran» ou «GP»).»

VI. Suite aux résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier l'article 23 des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 23. Droits économiques spécifiques.** Sous réserve de la disponibilité du Montant Disponible de Co-Investors SPV (et sans préjudice quant aux droits de subordination spécifiques qui pourront être prévus dans des Instruments), tout montant distribué par Co-Investors SPV doit s'appliquer comme suit:

(d) premièrement, un montant égal au Montant Z (tel que défini dans les statuts de LuxCo SPV) (le cas échéant) sera alloué aux détenteurs d'actions de catégorie B;

(e) deuxièmement, et après complet paiement du Montant Z (le cas échéant), à chaque détenteur d'actions de catégorie A, de catégorie B, de catégorie D, de catégorie E et au Gérant au pro rata de leur détention, et concernant les détenteurs d'actions de catégorie A et de catégorie E, jusqu'à ce qu'ils aient reçu respectivement, 100% du Montant de Financement Co-Investors SPV A et 100% du Montant de Financement Co-Investors SPV E;

(f) troisièmement et dans la mesure où le Montant de Financement Co-Investors SPV A et le Montant de Financement Co-Investors SPV E ont été intégralement payés, tout montant additionnel disponible à la distribution devra être distribué concomitamment de la façon suivante:

1. aux détenteurs d'actions de catégorie E au pro rata du Ratio Co-Investors E moins les Coûts des Actions E qui devra être réintégré au montant devant être distribué aux détenteurs d'actions de catégorie A et de catégorie B selon les modalités prévues sous le point 2 ci-dessous; et

2. aux détenteurs d'actions de catégorie A, au pro rata de leur Ratio Co-Investors A respectif, moins 10% de ce montant qui ne sera pas distribué aux détenteurs d'actions de catégorie A et devra être distribué aux détenteurs d'actions de catégorie B à la place, dans la mesure où les détenteurs d'actions de catégorie A ont reçu le Montant de Financement Co-Investors SPV A plus un retour préférentiel de 8% par an composés annuellement, - ou autrement aux détenteurs d'actions de catégorie A.»

VII. L'assemblée décide d'insérer les définitions suivantes dans l'article 27 des statuts de la Société:

«Angelini	signifie Angelini Partecipazioni Finanziarie srl;»
«Coûts des Actions E	signifie tous les frais, coûts et autres dépenses de tout conseillers (incluant les banques d'investissement, les avocats, les notaires ou les comptables) correctement documentés et qui sont directement liés à (i) toute distribution devant être faite au détenteur d'actions de catégorie E et qui sont dus par le Co-Investors SPV, et (ii) toute modification nécessaire aux statuts de la Société, à tout contrat, aux instruments de financement détenus par Angelini ainsi qu'à tout autre document concerné relatif à la création des actions de catégorie E et qui sont dus par le Co-Investors SPV;»
«LuxCo SPV	signifie Pegaso Transportation International S.C.A., une société en commandite par actions établie et existante en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 20, rue de la poste, L-2346 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 168260;»
«Montant de Financement Co-Investors SPV E	signifie le montant d'ensemble investi par les Co-Investisseurs dans le Co-Investors SPV par la souscription d'actions de catégorie E (y compris toute prime d'émission liée aux actions de catégorie E) ainsi que tout autre type de Valeur Mobilière qui pourra être émis de temps en temps;»
«Ratio Co-Investors A	signifie, concernant un détenteur d'actions de catégorie A, la portion du Montant de Financement Co-Investors SPV A qu'il/elle a investi dans Co-Investors SPV divisé par le montant total investi par tous les Co-Investisseurs;»
«Ratio Co-Investors E	signifie, concernant un détenteur d'actions de catégorie E, la portion du Montant de Financement Co-Investors SPV E qu'il/elle a investi dans Co-Investors SPV divisé par le montant total investi par tous les Co-Investisseurs;»

VIII. Suite aux résolutions qui précèdent, l'assemblée décide modifier l'article 27 des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

«Valeurs Mobilières	signifie (i) toutes actions de catégorie A, de catégorie B, de catégorie C, de catégorie D, de catégorie E et certificats de parts sociales privilégiés convertibles, ou toute autre valeur mobilière ou instrument qui peuvent être émis de temps à autre par la Société, (ii) tout autre action, warrant ou autre valeur mobilière qui peuvent être émises de temps à autre par la Société permettant, ou pouvant permettre, directement ou indirectement, à tout moment, par voie de conversion, échange, remboursement, financement, présentation, ou exercice d'un warrant ou de toute autre manière, l'attribution d'actions ou d'autres valeurs mobilières représentant ou donnant accès à une portion du capital de la Société, (iii) tout droit préférentiel de souscription pour toute augmentation de capital par voie d'apport en numéraire de la Société ou d'attribution de droits pour les augmentations de capital de la Société par incorporation de réserves, et (iv) toutes autres valeurs mobilières similaires à celles mentionnées ci-avant émises ou allouées par toute entité résultant d'une transformation, fusion, scission, apport partiel d'actifs ou transaction similaire de la Société;»
---------------------	--

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié que les conditions prévues par l'article 26 de la Loi ont été observées.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête des personnes comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau et au mandataire des personnes comparantes, connus du notaire par leur nom et prénom, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Gomes, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 05 février 2016. Relation: EAC/2016/3264. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016075481/452.

(160039715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2016.

Maps WB Platz West, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 200.878.

In the year two thousand and sixteen, on the nineteenth day of February.

Before the undersigned, Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Maps Cologne One, a société anonyme existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 200.872, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Sole Shareholder"),

here represented by Mr Frank Stolz-Page, with professional address in Mondorf-les-Bains,

by virtue of a proxy under private seal given on February 19, 2016.

The said proxy, initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of Maps WB Platz West (hereinafter the "Company"), a société à responsabilité limitée, existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 200.878, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg, on 16 October 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 3394 on 18 December 2015. The articles of association were amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary, on 16 November 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 376 on 10 February 2016.

Whereas, the appearing party, representing the whole corporate capital and having waived any notice requirement, requires the notary to enact the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the Company's share capital by an amount of four million five hundred thirty-three thousand four hundred twelve euro (EUR 4,533,412.-) so as to raise it from its current amount of two hundred eighty-two thousand one hundred ninety euro (EUR 282,190.-) up to four million eight hundred fifteen thousand six hundred two euro (EUR 4,815,602.-) by issuing four million five hundred thirty-three thousand four hundred twelve (4,533,412) shares, having a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

The four million five hundred thirty-three thousand four hundred twelve (4,533,412) new shares have been subscribed by Maps Cologne One, aforementioned, represented as stated above, for an aggregate price of forty-five million three hundred ninety-seven thousand six hundred twenty-four euro (EUR 45,397,624.-), entirely paid up in cash, so that the amount of forty-five million three hundred ninety-seven thousand six hundred twenty-four euro (EUR 45,397,624.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution of forty-five million three hundred ninety-seven thousand six hundred twenty-four euro (EUR 45,397,624.-) has been allocated as follows:

- four million five hundred thirty-three thousand four hundred twelve euro (EUR 4,533,412.-) have been allocated to the share capital of the Company;

- forty million eight hundred sixty-four thousand two hundred twelve euro (EUR 40,864,212.-) have been allocated to the share premium of the Company.

Second resolution

As a consequence of the precedent resolution, the Sole Shareholder resolves to amend article 5.1 of the articles of incorporation of the Company as follows:

“ 5.1. The Company’s share capital is set at four million eight hundred fifteen thousand six hundred two euro (EUR 4,815,602.-) represented by four million eight hundred fifteen thousand six hundred two (4,815,602) shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.”

Third resolution

The Sole Shareholder further resolves that the amount of four hundred eighty-one thousand five hundred sixty euro (EUR 481,560.-) shall be entirely allocated out of the share premium account of the Company to its legal reserve.

The legal reserve account of the Company shall thus be credited with an amount of four hundred eighty-one thousand five hundred sixty euro (EUR 481,560.-).

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately six thousand five hundred euro (EUR 6,500).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a German translation; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English text shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Mondorf-les-Bains, at the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party known to the notary by name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing party signed the present deed together with the notary.

Follows the german translation of the foregoing deed

Im Jahre zweitausendundsechzehn, am neunzehnten Tag des Monats Februar.

Vor uns, Maître Marc Loesch, Notar mit Amtswohnsitz in Bad-Mondorf, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

Maps Cologne One, eine société anonyme bestehend nach dem Recht vom Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Firmenregister unter der Nummer B 200.872, mit Sitz in 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg (die „alleinige Gesellschafterin“),

hier vertreten durch Herrn Frank Stolz-Page, mit Berufsanschrift in Bad- Mondorf,

aufgrund einer am 19. Februar 2016 privatschriftlichen erteilten Vollmacht.

Diese Vollmacht wird nach Paraphierung „ne varietur“ durch den Notar und den/die Bevollmächtigte(n) vorliegender Urkunde als Anlage beigefügt, um mit dieser Urkunde einregistriert zu werden.

Die erschienene Partei ist die alleinige Gesellschafterin der Maps WB Platz West (die „Gesellschaft“), einer luxemburgischen société à responsabilité limitée, bestehend nach dem Recht vom Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer B 200.878, mit Gesellschaftssitz in 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, gegründet durch notarielle Urkunde, ausgestellt von Maître Marc Loesch, Notar wohnhaft in Mondorf-les-Bains, Großherzogtum Luxemburg, am 16. Oktober 2015, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 3394 am 18 December 2015. Die Satzung wurde zuletzt geändert gemäß Urkunde vom unterzeichnendem Notar, am 16 November 2015, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 376 am 10. Februar 2016.

Die erschienene Partei, die das gesamte Gesellschaftskapital vertritt und auf jegliche Ladungsformalitäten verzichtet hat, ersucht den Notar die folgenden Beschlüsse zu beurkunden:

Erster Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschließt, das Gesellschaftskapital um einen Betrag von vier Millionen fünfhundertdreißigtausendvier hundertzweölf Euro (EUR 4.533.412,-) zu erhöhen, so dass das Gesellschaftskapital, welches aktuell zweihundertzweiundachtzigtausendeinhundertneunzig Euro (EUR 282.190,-) beträgt, auf vier Millionen achthundertfünfzehntausendsechshundertzwei Euro (EUR 4.815.602,-) erhöht wird durch Ausgabe von vier Millionen fünfhundertdreißigtausendvierhundertzweölf (4.533.412) Anteile mit einem Nominalwert von je einem Euro (EUR 1,-).

Die vier Millionen fünfhundertdreiunddreißigtausendvierhundertzwölf (4.533.412) neuen Anteile wurden durch Maps Cologne One, vorgenannt, vertreten wie oben angegeben, für einen voll in Bar einbezahlten Gesamtpreis von fünfundvierzig Millionen dreihundertsiebenundneunzigtausendsechshundertvierundzwanzig Euro (EUR 45.397.624,-) gezeichnet, so dass der Betrag von fünfundvierzig Millionen dreihundertsiebenundneunzigtausendsechshundertvierundzwanzig Euro (EUR 45.397.624,-) der Gesellschaft ab nun zur Verfügung steht, so wie vor dem unterzeichneten Notar gerechtfertigt.

Der gesamte Einzahlungsbetrag in Höhe fünfundvierzig Millionen dreihundertsiebenundneunzigtausendsechshundertvierundzwanzig Euro (EUR 45.397.624,-) wird wie folgt zugeteilt:

- vier Millionen fünfhundertdreiunddreißigtausendvierhundertzwölf Euro (EUR 4.533.412,-) werden dem Gesellschaftskapital zugeteilt;
- vierzig Millionen achthundertvierundsechzigtausend zweihundertzwölf Euro (EUR 40.864.212,-) werden als Ausgabepremie der Gesellschaft verbucht.

Zweiter Beschluss

In Folge des vorstehenden Beschlusses, beschließt die alleinige Gesellschafterin, Artikel 5.1 der Satzung der Gesellschaft wie folgt zu ändern:

„ **5.1.** Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt vier Millionen achthundertfünfzehntausendsechshundertzwei Euro (EUR 4.815.602,-) bestehend aus vier Millionen achthundertfünfzehntausendsechshundertzwei (4.815.602) Anteilen mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1,-) pro Anteil.“

Dritter Beschluss

Die alleinige Gesellschafterin beschließt den Betrag von vierhunderteinundachtzigtausendfünfhundertsechzig Euro (EUR 481.560,-) vollständig aus dem Emissionsagio der Gesellschaft der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zuzuteilen.

Die gesetzliche Rücklage der Gesellschaft soll daher mit dem Betrag von vierhunderteinundachtzigtausendfünfhundertsechzig Euro (EUR 481.560,-) kreditiert werden.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, in welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass des vorliegenden Aktes entstehen, beläuft sich auf ungefähr sechstausendfünfhundert Euro (EUR 6.500).

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache versteht und spricht stellt hiermit fest, dass die vorliegende Urkunde auf Anfrage der erschienenen Partei in Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Anfrage derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen der deutschen und der englischen Fassung ist die englische Fassung maßgeblich.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Mondorf-les-Bains, in der Amtsstube des unterzeichnenden Notars, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Verlesung des Vorstehenden gegenüber dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei, dem Notar nach Namen, Vornamen sowie Familienstand und Wohnort bekannt, hat der Bevollmächtigte der erschienenen Partei mit uns, dem Notar, die vorliegende Urkunde unterzeichnet.

Signé: F. Stolz-Page, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 25 février 2016. GAC/2016/1439. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 4 mars 2016.

Référence de publication: 2016075411/133.

(160039731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2016.

Movilux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 137.898.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 4 mars 2016

Sont nommés administrateurs, leurs mandats expirant lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2020:

- Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Président;

- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg;

- Monsieur Marc ALBERTUS, employé privé, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle. L-1653 Luxembourg;

Est nommée commissaire, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2020:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 4 mars 2016.

Référence de publication: 2016076024/21.

(160040920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Kaerjenger Karneval Gesellschaft, Association sans but lucratif.

Siège social: L-4942 Bascharage, 21, rue de la Resistance.

R.C.S. Luxembourg F 10.743.

STATUTS

Entre les soussignés:

1	Arendt Christian	12a, rue des Genêts	L-4955	Bascharage
2	De Bernardi Marc	16, rue de Messancy	L-4962	Clemency
3	Decker Romain	163, rue de Trèves	L-2630	Luxembourg
4	Funck Gilles	36, Cité Charles de Gaulle	L-4951	Bascharage
5	Halsdorf Nico	20b, rue du Bois	L-4912	Bascharage
6	Kappler Jean	14, Cité Kauligwies	L-4954	Bascharage
7	Metzler Roby	4, Um Bechel	L-4945	Bascharage
8	Miller Andy	44, rue de Grass	L-4964	Clemency
9	Miller Jean-Marie	38, rue Pierre Clement	L-4916	Bascharage
10	Ralinger Nico	13, rue du Ruisseau	L-4944	Bascharage

a été constitué l'association sans but lucratif «Kaerjenger Karneval Gesellschaft».

Dénomination

Art. 1^{er}. Entre les soussignés et toutes les personnes qui adhéreront ultérieurement, il est formé une association sans but lucratif régie par la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif et les établissements d'utilité publique, ainsi que par les présents statuts.

L'association est dénommée «Kaerjenger Karneval Gesellschaft asbl».

Objet

Art. 2. L'association a pour objet de participer à des manifestations sous le thème du carnaval et d'organiser soi-même diverses manifestations dans ce domaine.

En outre, l'association participera également aux diverses événements organisés par la commune de Kaerjeng.

Siège

Art. 3. L'association aura son siège à l'adresse suivante:

21, rue de la Resistance L- 4942 Bascharage

Membres

Art. 4. Le nombre des membres est illimité: il ne peut cependant pas être inférieur à trois. Peuvent devenir membre de l'association, chaque personne physique intéressée. La demande d'admission est adressée par écrit au Président de l'association.

Lors de l'assemblée générale, et après vote, le comité confirmera la demande d'admission. Le nouveau membre doit disposer de la majorité des deux tiers des membres présents.

Art. 5. La qualité de membre se perd:

- par démission écrite adressée au conseil d'administration;
- par le non paiement de la cotisation avant écoulement de l'année civile;
- par exclusion pour violation des statuts, prononcée par l'assemblée générale à la majorité légale des membres présents;
- par décision unanime du conseil d'administration pour faute grave.

Cotisations

Art. 6. La cotisation annuelle sera fixée par l'assemblée générale ordinaire en mois de mai et payable pour le 1^{er} juillet. Elle ne pourra être supérieure à 50,- (cinquante) Euros par an.

L'association se réserve de demander un droit d'accès afin de couvrir les frais d'acquisition importants. Le montant s'élève actuellement à 220,- (deux cents vingt) Euros et ne pourra être modifié que par l'assemblée générale.

Art. 7. Le membre exclu de l'association n'a aucun droit sur le fonds social et ne peut réclamer le remboursement de ses cotisations.

Le membre démissionnaire volontairement profite du droit de remboursement de son droit d'entrée payé (ou capital avancé) ultérieurement.

Recettes et dépenses

Art. 8. Les recettes de l'association sont constituées par:

- a) les cotisations annuelles des membres;
- b) participations aux frais de sociétés et partenaires;
- c) les dons et legs faits par des particuliers;
- d) le produit des fêtes et de tombolas régulièrement autorisées et organisées au bénéfice de l'association;
- e) subsides;

Les recettes de quelque nature qu'elles soient, seront intégralement remises au trésorier et versées au compte de l'association, respectivement gardées en caisse.

Art. 9. Les dépenses de l'association sont exclusivement les suivantes:

- a) les frais de gestion de l'association;
- b) les frais de fonctionnement et d'équipement;

Toute autre démarche engendrant une dépense ne peut être faite qu'après accord unanime et préalable du comité.

Un fonds de caisse de min. 5% des recettes doit rester garanti à tout moment.

Art. 10. Les dépenses seront votées par le conseil d'administration.

Le trésorier gère le capital. Il rédige un rapport pour chaque assemblée générale annuelle, visé par les deux commissaires aux comptes, membres ou non, nommés par l'assemblée générale de l'année précédente.

La caisse sera contrôlée dans les sept jours qui précèdent l'assemblée générale.

La décharge du trésorier est donnée par l'assemblée générale sur avis des commissaires aux comptes.

Conseil d'administration

Art. 11. Le conseil d'administration est composé de 10 membres, élus par l'assemblée générale pour un terme de deux ans par les membres présents. Il se compose d'un Président, d'un Secrétaire, d'un Trésorier et des membres du conseil d'administration. Ils sont rééligibles.

Pour être éligible au conseil d'administration, le candidat doit déposer sa candidature par écrit au moins deux jours avant l'assemblée générale (le cachet de la poste faisant foi).

Lorsqu'un membre du conseil d'administration cesse ses fonctions avant l'expiration de son mandat, le conseil d'administration peut provisoirement pourvoir à son remplacement jusqu'à la prochaine assemblée générale. Le membre du conseil d'administration ainsi coopté achèvera le mandat de son prédécesseur. Il doit se soumettre au vote lors de la première assemblée générale qui suit.

Art. 12. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que les intérêts de l'association l'exigent sur convocation de son président ou à la demande de au moins 5 des membres du conseil d'administration.

Le conseil d'administration délibère sur toutes les questions non expressément attribuées à l'assemblée générale.

Il ne pourra valablement délibérer qu'en présence de la majorité de ses membres.

Toute décision est prise à la majorité absolue des voix. En cas d'égalité des voix celle du président est prépondérante.

Un procès-verbal de chaque réunion est rédigé par le secrétaire. Le procès-verbal sera relu lors de la prochaine réunion et sera approuvé et signé par les membres du conseil d'administration.

Art. 13. L'association est engagée en toute circonstance par deux signatures conjointes du président, du secrétaire ou du vice-président.

Le caissier est toutefois autorisé à régler les factures de l'association jusqu'à concurrence de 500,- (cinq cents) Euros par sa seule signature.

Art. 14. Le conseil d'administration soumettra chaque année à l'approbation de l'assemblée générale un compte de l'exercice écoulé et le budget de l'année à venir.

Fonctionnement

Art. 15. Le fonctionnement interne de l'association sera réglé par règlement interne lequel sera mis en place lors de la réunion de constitution. Le conseil d'administration aura le droit de modifier le règlement interne une fois par année courante. Tout membre doit être informé immédiatement après modification. La modification doit être approuvée par l'assemblée générale prochaine.

Assemblée générale

Art. 16. Les membres de l'association sont convoqués annuellement pour le mois de mai à une assemblée générale, laquelle a le pouvoir de délibérer sur tout point intéressant de l'association et en particulier sur les points fixés dans l'ordre du jour et exclusivement sur les points suivants:

- la modification des statuts;
- approbation du règlement interne;
- la nomination et la révocation des administrateurs;
- la nomination des réviseurs de caisse;
- définition du droit d'accès et de la cotisation;
- l'approbation des budgets et des comptes;
- la dissolution de l'association;

Art. 17. L'assemblée générale est convoquée par les administrateurs dans les cas prévus dans les statuts. La convocation se fait par écrit et est signalée à tout membre par voie postale ou électronique. Cette convocation doit contenir le lieu, l'heure, la date et l'ordre du jour de l'assemblée.

Néanmoins des résolutions pourront être prises en dehors de l'ordre du jour, si un cinquième des membres en font la demande par écrit au moins 14 (quatorze) jours avant l'assemblée générale, aucune ajoutée à l'ordre du jour concernant la modification des statuts ne peut être accueillie.

Art. 18. Tous les membres de l'association ont un droit de vote égal. Les résolutions sont prises à la majorité des voix.

Art. 19. La modification des statuts ne peut être faite que lors de l'assemblée générale dûment mentionnée dans l'ordre du jour. Cette modification ne peut être adoptée que si l'assemblée réunit la majorité des deux tiers des membres.

Art. 20. Les résolutions prises par l'assemblée générale seront portées à la connaissance des membres par courrier électronique.

Les résolutions portant modification des statuts sont publiées au Mémorial C, recueil spécial.

Dissolution

Art. 21. En cas de dissolution, les fonds de l'association reviendront, après apurement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation, à la disposition d'une organisation, destinée par l'assemblée générale lors de sa dernière réunion.

Fait à Bascharage, le 15 février 2016.

Signatures.

Référence de publication: 2016075940/126.

(160040500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

MRE-Silverstone-B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 28, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 202.292.

EXTRAIT

Par résolution signée en date du 04 mars 2016, l'associé unique a décidé nommer à la fonction de réviseur d'entreprises, jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2019:

Grant Thornton Lux Audit, société anonyme, ayant son siège social à L-8308 Capellen, 89A, Pafbruch. (R.C.S. Luxembourg B 183.652)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme,

Junglinster, le 08 mars 2016.

Référence de publication: 2016076702/15.

(160041683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mars 2016.
